



STAGE PFE

ANNEE 2011-2012

TITRE :

**Les systèmes de valeurs associés à l'environnement naturel réunionnais
à la frontière tourisme/conservation de la nature**

Nom et prénom de l'étudiant : Heysch Gaspard

Filière :

☐ ASI ☐ IEE ☐ HOE ☐ IEN

☐ ME ☐ PIME ☒ SEM

PROJET :

Nom de l'entreprise / du laboratoire : CIRAD Ile de la Réunion

Adresse : chemin grand canal, Station de Bretagne BP 20,
97408 Saint-Denis Messageries Cedex 9 Réunion

Nom et prénom du Maître de Projet (dans l'entreprise / le laboratoire) :

Jérôme Queste

Résumé :

Les liens entre l'homme et l'environnement naturel sont si variés et diffus qu'il est difficile de les modéliser de manière exhaustive. C'est pourtant ce que cherche à faire le Millenium Ecosystem Assessment, une branche de l'ONU, en voulant les recenser et les mesurer sous la forme de services rendus aux sociétés humaines. Cette notion, bien que très populaire dans la recherche en économie des services, pose un certain nombre de problèmes si l'on s'intéresse à ces interactions en prenant en compte leur contexte social et politique. Cette étude à caractère exploratoire privilégie donc le concept de systèmes de valeurs à celui de services écosystémiques pour analyser les interactions entre l'homme et son environnement naturel sur l'île de la Réunion, à la frontière des secteurs du tourisme et de la conservation.

L'enquête de terrain réalisée a permis de mettre en évidence la manière dont l'environnement naturel est mis en débat entre ces deux secteurs en traçant les contours de quatre systèmes de valeurs associés à la nature réunionnaise. Ce sont des systèmes de représentation de la réalité structurés par un ensemble de valeurs, de normes, de concepts et d'objets qui sont mobilisés par les acteurs pour se mettre d'accord sur la légitimité d'une action, d'une personne ou d'une institution. Ce modèle a pour principal avantage de pouvoir expliquer les processus de négociation et de compromis entre les acteurs.

Abstract :

The relationships between human and nature are so complex and diffuse that it is difficult to model them in a comprehensive way. Yet, this is what the Millennium Ecosystem Assessment is trying to do. This UN organisation wants to identify and measure these relationships as ecological services. Despite its popularity in economics research, this concept is problematic if one wants to study these interactions taking into account their social and political context. This exploratory study thus prefers the concept of value systems to analyze the interactions between humans and the natural environment in Réunion Island.

The field study has highlighted how the natural environment is debated by outlining the organisation of four value systems dealing with nature. These representations of reality are structured by a set of values, norms, concepts and objects and they are mobilized by actors in order to agree on the legitimacy of an action, a person or an institution. This model allows the analysis of negotiation and compromise processes among stakeholders.

Sommaire

Introduction 6

I. Contexte de l'étude et méthodologie 7

1. Le projet SERENNA	7
2. Contexte	8
a. La Réunion, un patrimoine biologique et culturel important	8
b. Le Parc National de la Réunion	9
c. La Réserve Naturelle Marine :	11
3. Grille d'analyse, problématique et méthodes d'enquêtes	13
a. Problématisation	13
b. Le choix du modèle théorique	14
c. Méthode utilisée pour les entretiens	15

II. Résultats : Les systèmes de valeurs associés à l'environnement naturel de la Réunion 18

1. Structure et organisation des systèmes	18
a. La nature pour sa fonction écologique	18
b. L'environnement naturel comme un enjeu marchand	22
c. La nature comme un bien commun public, accessible à tous	25
d. La nature comme un support de l'histoire locale	28
2. La rencontre des différentes représentations : Les objets porteurs de compromis entre les représentations	31
a. La charte des baleines à bosse, un objet qui structure un compromis	31
b. Le modèle du Parc National : processus de construction d'un compromis sur la gestion d'un espace naturel	33

Conclusion 39

Bibliographie : 40

Annexes : 42

Annexe 1 : Proposition de stage	42
Annexe 2 : Article L331-1 de la loi 2006 sur les Parc Nationaux	44

Annexe 3 : Description du modèle des services écosystémiques	45
Annexe 4 Guides d'entretien.....	47

Introduction

A l'heure des vives discussions qui animent la société sur la mise en œuvre politique de l'écologie et du développement durable, la question de notre rapport à la nature est réactivée en permanence. De multiples controverses sont liées aux impacts des activités anthropiques sur l'environnement naturel. Débat sur l'extraction des gaz de schiste, contestation de la construction d'un aéroport ou de la mise en place d'une aire protégée, ces controverses mettent en relief des manières très variées de concevoir la place des hommes dans la nature. Même si la préservation de l'environnement relève a priori du consensus, la mise en place effective de mesures en ce sens apparaît plus délicate et sujette à désaccord. L'analyse des différents arguments utilisés lors de ces débats semble donc être une étape essentielle pour comprendre les conflits qui entourent la gestion de la nature. Pour cela, il convient de questionner la manière dont la nature est utilisée dans le cadre d'activités humaines mobilisant un environnement naturel.

Ce rapport est le bilan d'un stage effectué au CIRAD de la Réunion visant à caractériser les interactions entre la nature et la société réunionnaise, à l'interface des secteurs du tourisme et de la conservation de la nature. Dans cette optique, j'ai réalisé une enquête de terrain encadrée par le CIRAD mais supervisée en partenariat avec le Parc National de la Réunion et la Réserve Marine. Le but était de faire ressortir les différents types d'utilisation de l'environnement et d'analyser les tensions qu'elles peuvent induire. L'île de la Réunion est un territoire particulièrement propice à ce type de questionnement en raison de la diversité de son environnement naturel qui constitue à la fois l'un de ses principaux atouts mais aussi l'un de ses principaux objets de conflit. Ses différentes caractéristiques géographiques et géologiques ont contribué au développement d'une biodiversité fortement endémique, reconnue dans le monde entier. Ces particularités ont également permis le développement de nombreuses pratiques sportives ou ludiques à la base du développement touristique de l'île. Ainsi, en raison de ses spécificités climatiques et géomorphologiques, l'île de la Réunion est considérée à la fois comme un lieu exceptionnel pour la biodiversité mondiale et comme un site touristique renommé. Bien qu'elle soit source de richesses, autant d'un point de vue économique que social, cette ambivalence ne va pas sans poser de problème car elle illustre des divergences dans la manière d'attribuer des valeurs à l'environnement. C'est afin de prendre en compte cette pluralité dès le début de l'étude que Jérôme Queste du CIRAD a mis en place un comité de pilotage pour ce stage comprenant Franck Lustenberger, Responsable du Service d'Appui à l'Aménagement et Développement Durable du PNR, Pascal Teyssedre, chargé de mission éco-tourisme au sein du PNR, Karine Pothin, directrice adjointe de la RNM et enfin Joëlle Nonet, chef du bureau tourisme à la Région Réunion. Cette réunion a permis le démarrage de l'étude par une première prise de contact et la constitution d'un carnet d'adresse couvrant un panel d'acteurs assez variés.

I. Contexte de l'étude et méthodologie

1. Le projet SERENNA

Ce stage s'est déroulé au sein du CIRAD¹ de la Réunion (Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) dans la station de la Bretagne à Saint Denis de la Réunion au sein de l'unité de recherche Gestion des ressources renouvelables et environnement (GREEN). L'objectif de cette unité est d'étudier et d'analyser les relations entre les hommes et leur éco-socio-système afin d'accompagner des processus collectifs de gestion des ressources renouvelables et d'améliorer la capacité des acteurs à maîtriser leur pilotage. L'étude en question s'inscrit dans le programme SERENA dont l'objectif central est de comprendre les principes, les mécanismes et les instruments qui gravitent autour de la notion de service écosystémique² (SE) dans les nouveaux dispositifs d'action publique en milieu rural. Ce programme, d'une durée de 4 ans (2009-2012) s'articule autour de trois approches (www.serena-anr.org) :

Extrait de la présentation du projet :

1. La genèse de la notion de « services environnementaux » et sa montée en puissance dans les politiques publiques nationales et dans l'espace de la gouvernance internationale des questions environnementales et de développement (conventions internationales, OMC,...).

2. La genèse et la gouvernance de dispositifs d'action publique ou d'action collective intégrant, plus ou moins explicitement, la notion de services environnementaux. La question de la rémunération de ces services environnementaux et de leur place dans les réorientations des politiques publiques visant l'espace rural au sens large est prépondérante.

3. Les modalités par lesquelles l'expérience pratique de la mise en œuvre des dispositifs alimentent la réflexion sur les questions environnementales et la conception des politiques (feedback sur les politiques).

¹ Le CIRAD est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) spécialisé dans la recherche agronomique appliquée aux régions chaudes. Sur l'île de la Réunion, son principal objectif est de contribuer au développement des filières agricoles et agroalimentaires, tout en préservant l'environnement et la biodiversité.

² Cette notion est sujette à de multiples interprétations, je définis donc de manière générale les services écosystémiques comme les interactions entre les hommes et les écosystèmes.

Le stage contribue à la volonté du CIRAD « d’explorer plus particulièrement les dimensions sociologiques et politiques des questions explorées dans le programme Serena» (SERENA, 2010). Il s’inscrit donc entre la deuxième et la troisième approche dans le sens où il vise à analyser des interactions entre la société réunionnaise et l’environnement naturel qui l’entoure. Le but est de caractériser ce qu’on appelle « les services écosystémiques culturels » des aires protégées réunionnaises et d’analyser leurs caractéristiques culturelles, sociales, et identitaires afin d’appréhender leurs interactions avec les acteurs publiques et privés du secteur touristique.

Extrait de la proposition de stage (offre intégrale en annexe) :

« La valorisation des aires de conservation par le tourisme impose de repenser la relation entre nature et société et d’établir des compromis entre conservation et développement économique. [...]. La question reste en revanche posée de savoir comment sont définis, négociés et justifiés ces compromis en pratique, au sein des projets en cours, des activités proposées, au niveau des interactions entre les acteurs.

L’objectif de ce stage consiste à caractériser les services écosystémiques « culturels » fournis par les deux aires protégées réunionnaises et les interactions existantes entre ces services et les activités récréatives et de tourisme. L’analyse devra dépasser la dimension classique de la valorisation monétaire des aires protégées pour se concentrer davantage sur l’évaluation des dimensions culturelles, sociales et identitaires que peuvent/pourraient fournir ces services. »

2. Contexte

a. La Réunion, un patrimoine biologique et culturel important

L’île de la Réunion est un Département d’Outre Mer français situé au sud ouest de l’océan Indien. Elle est située dans la zone tropicale et bénéficie d’un relief escarpé lié à son jeune âge géologique. Ses différentes caractéristiques géographiques et géologiques ont contribué au développement d’une biodiversité étonnante et fortement endémique. 30% de la surface de l’île est encore occupé par une végétation primaire qui abrite, selon le Conservatoire national de Botanique de Mascarin, 500 espèces de plantes à fleurs et plus de 150 espèces d’arbres (Lengrand, 2002). Ce patrimoine lui a valu d’être reconnue comme l’une des 34 zones sensibles pour la biodiversité mondiale recensées par l’ONG Conservation International. Elle se situe également dans la zone Madagascar-Mascareignes, identifiée comme un des 10 Hot Spots de la biodiversité marine.

En plus de sa diversité biologique, l'île réunit une multiplicité conséquente de paysages spécifiques comme les constructions volcaniques (coulée de lave, piton de la Fournaise, piton de Neiges, cirques), le littoral ou encore les Hauts. Les particularités géologiques et biologiques constituent bien évidemment un des principaux atouts de l'île d'un point de vue touristique. Mais il serait réducteur de limiter l'influence de ces caractéristiques à la seule attractivité touristique. En effet, les montagnes sont également des marqueurs importants de l'identité culturelle des habitants de l'île, comme en témoigne le nom de certains sites de l'île (Mafate, Cilaos etc.), qui font référence à l'occupation de la montagne par les esclaves marrons (Blache, 1949) et qui symbolisent à la fois la liberté et la non-soumission aux maîtres (Sabadell, 2005). De même, la faune et la flore participent à la construction identitaire de l'île par l'intermédiaire des contes qui transmettent l'histoire des plantes médicinales (ibid) et des légendes réunionnaises qui s'appuient sur la faune de l'île.

La biodiversité, socle de ce patrimoine naturel et culturel, subit de fortes pressions anthropiques liées au développement des zones urbaines et périurbaines (artificialisation des espaces, développement agricole), à l'accroissement de la pollution et à l'introduction de nouvelles espèces exotiques (DIREN Réunion). C'est dans ce contexte que se sont mis en place le Parc National des Hauts et la Réserve Naturelle Marine.

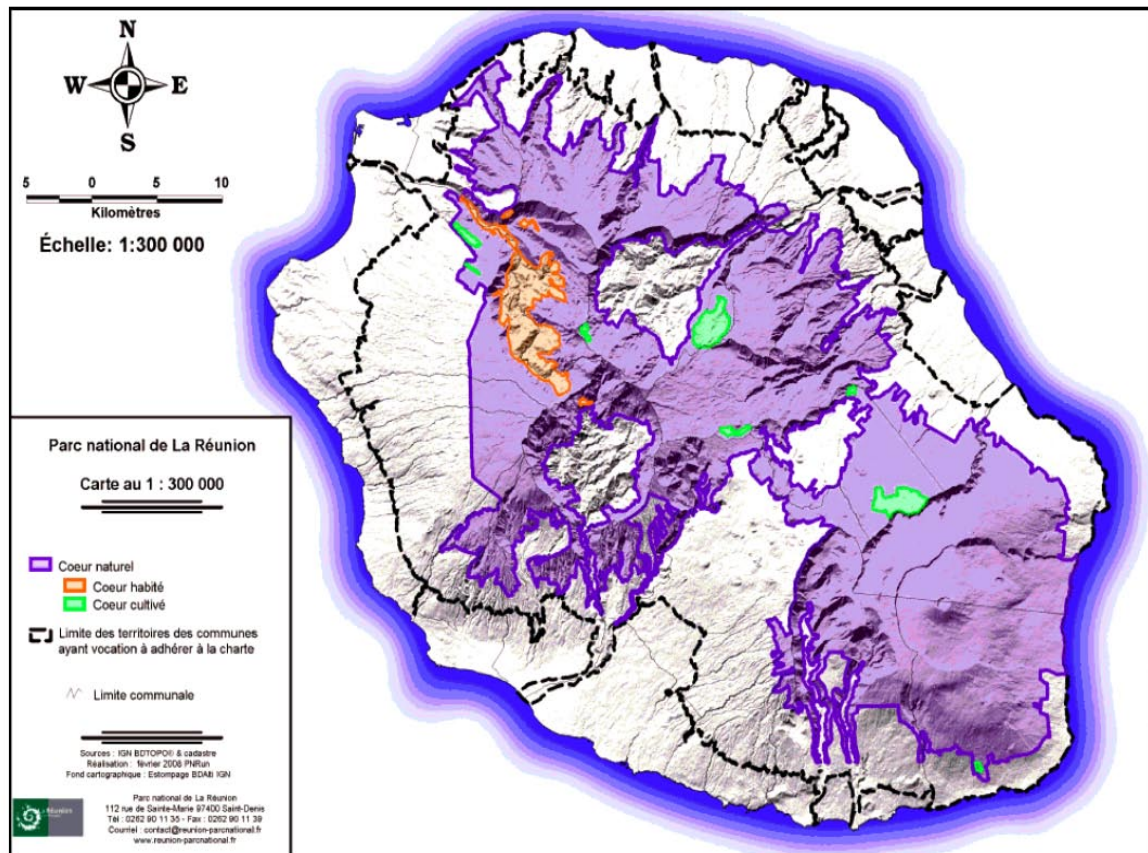
b. Le Parc National de la Réunion

C'est dans les années 1980/1990 qu'apparaît pour la première fois la volonté de créer un parc destiné à valoriser et protéger les Hauts de l'île. Après diverses tractations, c'est l'année 2000 qui marque le point de départ du projet du parc et c'est finalement le 05 Mars 2007 que le Parc National de la Réunion (PNR) est créé par Décret en Conseil d'Etat (Décret n°2007-296 du 5 Mars 2007). Le PNR est issu de la réforme des parcs nationaux français du 14 Avril 2006, une loi qui a marqué de manière importante le système de gestion du parc. Il se voit assigné la responsabilité de la préservation du milieu naturel et du patrimoine culturel de deux zones (voir carte 1) :

- le cœur, un espace protégé soumis à une réglementation stricte. Sa surface est fixée par le Décret d'application.
- l'aire d'adhésion, gérée en partenariat avec les collectivités territoriales. Sa surface est évolutive et peut être modulée par la révision de la Charte du parc.

La réglementation du PNR, basée sur le Code de l'environnement et son Décret d'application, est limitée au cœur du Parc et n'exerce aucun pouvoir sur la zone d'adhésion. Le Parc est également doté d'une charte qui constitue le principal document juridique définissant sa

politique. Elle est élaborée par les partenaires du parc et par les communes qui ont décidé d'adhérer à l'aire d'adhésion. Cette charte permet ainsi la mise en place de mesures réglementaires, organisationnelles et financières destinées à protéger et à mettre en valeur le patrimoine naturel, culturel et paysager.



Limites du Parc National de la Réunion

Le cœur

Le cœur est l'espace où la réglementation est la plus stricte. Sa surface totale est de 105 447 hectares (ha), et est constituée de 3 types d'espace :

- Les espaces à vocation naturelle
- Le cœur habité (les îlets habités de Mafate et des Trois-Salazes)
- Le cœur cultivé : les zones d'élevage (Piton de l'Eau), les cultures vivrières et de géranium (Sans-Souci), les forêts cultivées et les friches de théiers (Plaine-des-Palmistes).

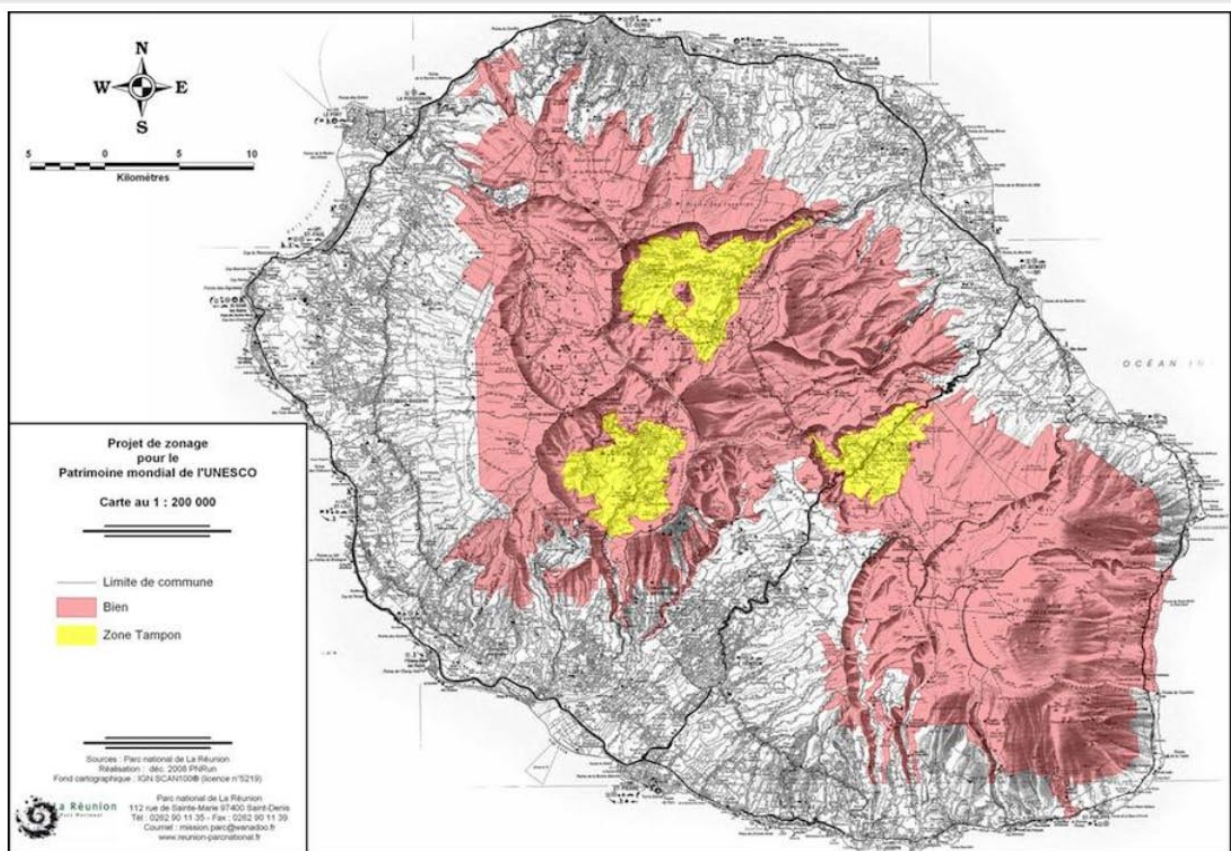
L'aire d'adhésion :

L'aire d'adhésion est une zone fixée par le Décret de création regroupant le périmètre administratif des Hauts et les principales ravines. Les communes dont les territoires sont inclus

dans cette aire ont la possibilité d'adhérer à la Charte et de participer à son élaboration. Le but de cette aire est de créer une zone qui permet de fédérer les différentes communes en proposant un projet commun de gestion des problématiques du parc.

Patrimoine mondial de l'UNESCO

Une partie des sites du PNR appartient également à la liste du Patrimoine mondial (en tant que « Bien ») mise en place par le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. L'intégralité du cœur du Parc ainsi que le Piton d'Anchaing (Salazie), le Piton de Sucre, la Chapelle (Cilaos), la Grande Chaloupe et Mare-Longue sont donc désormais inscrits sur la fameuse liste en raison de leur valeur biologique et de leur beauté naturelle. Les fonds des cirques de Salazie et de Cilaos ainsi que la Plaine-des-Palmistes sont également reconnus comme des zones tampon par l'UNESCO.



Zones classées par l'UNESCO

c. La Réserve Naturelle Marine :

Les principales zones balnéaires de l'île de la Réunion (Saint-Paul, Saint-Leu, Etang-Salé et Saint-Pierre) sont situées sur sa côte ouest. Elles se sont développées au niveau des lagons, réservoirs de la biodiversité protégés par des récifs coralliens contre la violence de la mer. En plus de la qualité de leurs écosystèmes (elles sont habitées par plus de 3500 espèces, faune et flore confondues), ces zones sont le siège d'un patrimoine naturel, paysager et culturel qui constitue le fondement de leur attractivité. C'est pour préserver ce patrimoine endommagé par les

perturbations climatiques et certaines activités humaines qu'a été créée le 21 février 2007 la Réserve Naturelle Marine (RNM). Elle s'étend sur 40 km de côtes du Cap-la Houssaye (Saint-Paul) à la Roche aux oiseaux (Etang-Salé) et totalise une superficie de 35 km². Il y existe trois types de zone faisant référence à des niveaux de protection différents : périmètre général, protection renforcée et protection intégrale.

Des règles d'usage, édictées par le décret de création de la réserve naturelle et par des arrêtés préfectoraux constituent la base de la réglementation mise en place par son organisme de gestion, le Groupement d'Intérêt Public - Réserve Nationale Marine de la Réunion (GIP-RNMR). Ses principaux administrateurs sont l'Etat, les collectivités territoriales (le Conseil Régional et le Conseil Général), le TCO³, les Communes de Saint-Paul, Trois-Bassins, Saint-Leu et le Parc National de la Réunion. Ses principales missions sont les suivantes (RMN) :

- Missions de surveillance
 - Informer les usagers des règlements de la Réserve Naturelle Marine.
 - Assurer la surveillance et l'application de la police de l'environnement.
- Missions d'ordre scientifique
 - Concevoir les plans de gestion écologique.
 - Assurer et organiser le suivi scientifique des milieux et des espèces.
- Missions d'ordre technique
 - Mettre en œuvre les opérations d'aménagement (dispositifs de mouillage, actions de restauration, balisage et signalétique) dans la réserve et assurer le suivi et l'entretien de ces aménagements.
- Missions d'information et de sensibilisation
 - Informer et sensibiliser le public sur l'intérêt des milieux et sur le fonctionnement des écosystèmes marins.
 - Elaborer et réaliser des outils d'animation de la réserve naturelle (médias, plaquettes, dépliants, visites guidées).

Le PNR et la RNM constituent donc le cadre institutionnel visant à encadrer les activités humaines de l'île afin d'établir un compromis entre conservation et développement économique

³ Le TCO est la communauté de communes de la côte ouest de la Réunion.

3. Grille d'analyse, problématique et méthodes d'enquêtes

La méthode proposée en début de stage consistait à compiler les différents travaux existants afin de dégager une grille d'analyse adaptée au contexte. Le travail préalable a donc été divisé en 3 phases. Dans un premier temps, j'ai cherché à rassembler et synthétiser différents travaux qui portaient sur l'histoire de l'île, le secteur touristique, la création et la réglementation des aires protégées et les services écosystémiques culturels afin de pouvoir juger de la pertinence de plusieurs grilles d'analyse dans le contexte de l'étude. J'ai ensuite poursuivi mon travail dans une approche de terrain en réalisant des entretiens et en accompagnant certains acteurs dans leur travail. Enfin j'ai fini par la phase analytique et rédactionnelle dans laquelle j'ai utilisé une grille de lecture dans le but de traduire de manière intelligible la variété des utilisations / rapports / échanges / interactions qui lient les hommes à leur environnement naturel à la Réunion. Nous allons maintenant détailler la manière dont nous avons conduit l'étude en présentant l'objet de recherche, la posture méthodologique choisie et les techniques utilisées.

a. Problématisation

Nous nous sommes intéressés à un système composé d'un environnement naturel varié et d'un nombre important d'acteurs ayant à priori des formes très variées d'attachement à la nature. En raison de la pluralité des acteurs impliqués dans notre problématique, nous avons cherché à mettre en perspective les conflits et les accords qui gravitent autour de ce système. Le premier concept que j'ai étudié pour cela est celui des services écosystémiques, popularisé par le Millenium Ecosystem Assessment, une branche de l'ONU chargée de promouvoir la protection de la biodiversité. Cet organisme définit les services écosystémiques comme «les bénéfices que les hommes tirent des écosystèmes⁴» (MEA, 2003) et les services écosystémiques culturels comme un sous ensemble qui représente « les avantages immatériels que les hommes tirent des écosystèmes ».

La phase bibliographique a cependant montré les incertitudes associées à cette notion, et la difficulté de l'intégrer dans une démarche compréhensive des relations sociales. En effet, dans ce type d'environnement social conflictuel, il nous semblait difficile de comprendre ce qui lie les différents groupes d'acteurs à leur environnement si on le définit uniquement comme une « avantage » ou un « bénéfice », comme c'est le cas dans la définition des services écosystémiques culturels⁵. En réalité, ce lien est à la fois un avantage, une contrainte, un support de réflexion, un outil de travail, un objet de méditation ou d'inspiration. Il est tout ça à la fois et ne peut être limité à une seule de ses facettes. En fonction des situations dans lesquelles se trouvent les acteurs, ce

⁴ Pour plus de détails se reporter à l'annexe

⁵ Une interaction avec l'environnement est très rarement perçue par les acteurs en termes de bénéfices ou d'avantage. En effet, ces termes appartiennent au registre de la stratégie économique, où les acteurs se positionnent sur un marché concurrentiel.

lien recouvre des significations, des symboliques et des utilisations très variées⁶. L'implication de la nature dans les sociétés humaines ne se fait pas sous la forme d'un répertoire de fonctions écologiques utilisées par les hommes mais elle s'inscrit dans un système hybride (naturel/social) dans lesquels les acteurs s'impliquent. Pour ce travail, je me suis donc placé dans une approche compréhensive des interactions homme/nature afin d'analyser la manière dont les écosystèmes réunionnais participent aux relations sociales entre les acteurs du tourisme et ceux de la conservation.

b. Le choix du modèle théorique

Le choix du modèle théorique s'est fait après le début des premiers entretiens, la phase bibliographique m'ayant surtout servi à poser les bases d'une approche de travail. Il repose principalement sur la lecture des travaux communs de Luc Boltanski et Laurent Thévenot portant sur la théorie de la justification⁷ et sur certains articles d'Olivier Godard utilisant celle-ci. Elle soutient qu'il existe différentes échelles de valeur socialement admises et mobilisées par les acteurs pour juger une personne, une action, un événement ou un objet. Olivier Godard a utilisé cette grille de lecture pour montrer les différents systèmes de valeurs qui entourent l'environnement naturel. Ces travaux m'ont semblé adaptés pour mettre en évidence les différentes approches de la nature à la Réunion. J'ai donc cherché à caractériser ces différents systèmes de valeur associés à la nature en posant « la pluralité comme donnée de base de la réalité à étudier et à comprendre » (Godard, 2004). Le but était de mettre en relief différentes formes d'utilisations de l'environnement naturel mais également d'essayer d'expliquer grâce à cela les conflits et les partenariats qui existent entre ces acteurs du tourisme et ceux de la conservation de la nature⁸. Afin d'expliquer la manière dont l'environnement est « mis en débat » par ces acteurs, c'est-à-dire à comprendre ce qui les oppose ou les rassemble, j'ai formulé la problématique suivante :

⁶ Ceci est très bien expliqué par le chercheur Richard Raymond : « Ainsi, les agents sociaux ne copient pas la conception de la nature définie par les sciences mais inventent leur nature en suivant des contraintes imposées par les données sensorielles et l'air du temps qui baigne l'ensemble de la société. Ils tiennent compte à la fois de leur vision de l'espace habité et de leur place dans la société. Ainsi, les comportements vis-à-vis de la nature sont avant tout guidés par une vision du monde et une vision de soi inscrites dans ce monde, c'est-à-dire de sa place et de ses acquis que l'on estime devoir défendre face aux autres agents sociaux. »

⁷ *De la justification, les économies de la grandeur*, de Luc Boltanski et Laurent Thévenot, paru chez Gallimard en 1991.

⁸ Cette grille permet d'analyser « le travail effectué par les acteurs pour critiquer d'autres acteurs ou pour se justifier face à leurs critiques, et cela dans des situations de débat public, [...] c'est-à-dire potentiellement visibles par l'ensemble des membres d'une collectivité » (Philippe Corcuff, 1998).

- **Comment les différents systèmes de valeurs sont-ils mobilisés par les acteurs à la frontière du secteur du tourisme et de la protection de la nature?**

Nous y répondrons par la suite d'une part en explicitant le fonctionnement de ces systèmes et en montrant la manière dont ils se rencontrent.

Afin de ne pas alourdir la lecture de ce qui suit, il est préférable de définir le vocabulaire de la sociologie pragmatique qui va être utilisé plus loin. Plusieurs mots recouvrent des significations importantes dans le sens où ils structurent le modèle théorique utilisé ici :

Un **monde commun** ou **système de valeurs** (ou encore **représentation collective**) est une échelle de représentation de la réalité structurée par un ensemble de valeurs, de normes, de concepts et d'objets. C'est donc un dispositif de classement basé sur un **principe supérieur commun, la grandeur**. Cette grandeur est mesurable au cours d'**épreuves** et peut s'appuyer sur différents objets. Cela forme un ensemble cohérent qui permet à des acteurs de se mettre d'accord sur la valeur ou la légitimité d'une action ou d'un objet. Les acteurs mobilisent ces mondes dans leurs actions et leurs discours. Les mondes communs bâtis sur l'environnement naturel des aires protégées réunionnaises seront notre premier objet de recherche.

Une **épreuve** est un moment pendant lequel les acteurs décident de juger ou d'évaluer une action, une personne ou un objet. Lors d'une épreuve, si les acteurs mobilisent le même système de représentation (monde commun), alors l'épreuve peut être tranchée facilement et aboutir sur un accord. Si en revanche les acteurs utilisent des mondes disjoints, alors l'épreuve peut aboutir soit sur un conflit, soit sur un compromis.

c. Méthode utilisée pour les entretiens

La première phase de recherche documentaire a également permis de dégager une méthode d'entretien pour l'enquête de terrain. Celle-ci était basée sur l'utilisation de plusieurs techniques d'enquêtes qui visaient chacune à faire ressortir un type d'information. J'ai privilégié des entretiens de type semi-directif et non directif afin de faire ressortir les modalités d'expression des acteurs. J'ai également utilisé la méthode de l'observation participante afin de pouvoir intégrer l'observation des acteurs en situation d'action.

Les entretiens semi directif :

Ce sont des entretiens qui permettent une certaine souplesse dans la manière d'aborder les sujets souhaités sans pour autant « se perdre » dans les informations. Ils sont structurés par un guide d'entretien⁹ qui s'articule autour de thèmes ayant pour but d'orienter la personne interrogée dans les directions souhaitées par l'enquêteur. Une grande liberté est cependant laissée à l'enquêté, et l'ordre des thèmes abordés ne doit pas lui être imposé. Les principaux avantages sont qu'ils permettent de cibler les informations qui correspondent à la problématique et qu'ils donnent une certaine liberté dans la manière d'aborder les questions. Il est de plus rassurant pour les personnes qui ne sont pas habituées à être interrogées car le guide d'entretien donne un cadre qui « officialise » l'entretien. C'est de plus une technique que mon maître de stage m'a conseillé de suivre car elle est plus facile à utiliser quand on ne maîtrise pas encore bien le sujet et qu'elle peut servir de base aux entretiens exploratoires. Ce type d'entretien a été particulièrement utile en début d'étude car il m'a permis de dégager certains points essentiels pour la compréhension du contexte et de me familiariser avec les différents acteurs.

Les entretiens non directs :

Les entretiens libres sont plus délicats à maîtriser que les entretiens précédents. Il n'y a pas de guide d'entretien car l'objectif est ici d'éviter les contraintes liées à l'aspect directif de ces derniers. L'idée est donc de commencer par une petite introduction sensée poser les bases de la discussion et qui sera pour la suite la seule vraie intervention de l'enquêteur. C'est une technique relativement difficile car il faut savoir rebondir sur ce que dit l'enquêté pour entretenir la discussion. Ils permettent de faire ressortir des éléments et des informations issus d'une réflexion plus personnelle car ils ne sont pas influencés par la formulation des questions de l'enquêteur. J'ai pu utiliser ce type d'entretien après avoir réalisé plusieurs entretiens semi-directifs. En effet, il est bien plus facile de les utiliser si on maîtrise déjà le contexte et le rôle de chaque acteur car il n'est alors plus nécessaire d'interrompre les personnes interrogées pour leur demander des précisions.

L'observation participante :

L'objectif principal de l'observation participante est d'accompagner les acteurs sur leur « terrain ». Elle donne la possibilité d'être en contact de manière plus naturelle avec les acteurs et de les voir interagir avec leur environnement de travail habituel¹⁰. Le principe consistait à les accompagner lors d'une réunion, d'un moment de travail ou dans une sortie afin de pouvoir appréhender leurs actions et leur posture vis-à-vis des autres agents sociaux. Dans le cadre de notre enquête, elle a permis de souligner des éléments importants de réflexion qu'il aurait été très difficile de faire ressortir si je n'avais pas été présent. Elle pose cependant certaines difficultés au niveau de la prise d'information car il est compliqué de prendre des notes en suivant le cours d'une action. Il induit par conséquent une autre difficulté au niveau de l'analyse

⁹ Voir en annexe pour le détail des guides d'entretiens.

¹⁰ Le terme d'observation participante fait référence à plusieurs types de méthodes. Celle la plus souvent utilisée est celle qui la définit comme la participation à la vie d'une communauté. Dans notre cas, l'observation participante était limitée à l'accompagnement des acteurs pendant une journée maximum. Malgré cela, cette technique a été particulièrement riche au niveau des informations recueillies.

car il faut réussir à retranscrire à la fois les discours, les actions et le contexte dans lequel ils prennent place.

Nous pouvons voir ici que chaque méthode permet de faire ressortir un type d'information différent. Cela souligne l'intérêt que peut recouvrir le fait de faire appel à différents formats d'information dans un travail de terrain. Cela permet de rapprocher la question des connaissances et celle de l'action en étudiant « l'opération de qualification qui assure l'articulation entre un mode de saisie de la réalité et la façon dont cette réalité est impliquée dans un cadre d'action. »(Thévenot, entretien). Ces méthodes ont donc été à la base de la construction de notre travail. Nous allons maintenant détailler les résultats en montrant d'une part la manière dont j'ai pu faire ressortir les différents systèmes de valeurs et en expliquant d'autre part la manière dont ces systèmes se rencontrent.

II. Résultats : Les systèmes de valeurs associés à l'environnement naturel de la Réunion

Je vais dans cette partie détailler la structure des mondes communs qui se sont dégagés de l'enquête de terrain. Ils font références au modèle des cités bâti par Boltanski et Thévenot mais sont adaptés au contexte réunionnais et à la problématique. Ces ordres de justification sont issus du rapprochement des différentes logiques argumentatives qui permettent aux acteurs de hiérarchiser des entités et des sujets selon une structure cohérente en leur attribuant des états. Ces états ne sont pas des caractéristiques fixes attachées de manière intrinsèque aux entités mais plutôt des attributions qui « correspondent à diverses façons de traiter leur rapport aux agents humains » (Thévenot, 1994).

1. Structure et organisation des systèmes

a. La nature pour sa fonction écologique

La mise en évidence de la première représentation collective de l'environnement provient du constat que les différents acteurs utilisent en quelque sorte un même format d'argumentation quand il s'agit de juger et de hiérarchiser des éléments naturels (plantes, animaux, constructions géologiques etc.) ou des êtres humains (touristes, usagers, gens). Cette observation a pu être soulignée en comparant et en rapprochant leur discours lorsqu'ils font référence au fonctionnement de la nature.

La bonne et la mauvaise nature

En effet, les espèces animales et végétales sont des objets souvent soumis à une épreuve critique par les acteurs. Cela peut avoir pour but d'établir leur grandeur, comme le fait la directrice du Conservatoire du littoral avec les colonies de Pétrels, de Puffins et de Paille en Queue¹¹ qui ont pour elle « *une vraie valeur écologique* », ou pour les juger néfastes comme cet écologue du Parc, qui évoque la dissémination des graines d'une des espèces envahissantes : « *On n'a rien contre les goyaviers en soi, mais il faut savoir que derrière ton champ il y a la forêt, et que les graines de tes goyaviers vont se disséminer avec les oiseaux, le vent et que cela va envahir les espèces endémiques de l'île et qu'on va perdre de la biodiversité.* ». Un membre actif d'une association sportive étudiante, qui a une formation de biologiste, évoque lui la grandeur écologique par la perception d'une sorte de beauté scientifique qui serait « *difficile à percevoir* ». Cette sensibilité à

¹¹ Ce sont des oiseaux rares originaires de la Réunion (endémiques).

la beauté scientifique d'une espèce va le faire « *grimacer* » quand des gens de métropole trouvent belle une espèce envahissante, et elle va également lui permettre de percevoir la « beauté » d'une forêt primaire. Il faut bien voir ici, que la beauté n'a rien à voir avec l'esthétique de la nature, mais est bien en relation avec la compréhension de son fonctionnement, car cette beauté n'est accessible que si l'on est « formé » pour la comprendre. Cela peut se traduire également par la remise en cause des actions humaines, comme lorsque le géographe René Robert¹² soutient que « *la route des laves va bientôt être longée par deux rideaux de filaos*¹³ », et que « *ça pose quand même la question de la validité du Parc* ». Ce dernier témoignage montre que l'évaluation de la grandeur n'est pas destinée qu'aux choses mais peut être étendue aux humains et aux institutions. Ici c'est le Parc qui est remis en cause pour sa capacité à gérer les espèces envahissantes. Ailleurs ce sont les usagers d'une zone de littoral qui vont être soumis à la critique pour condamner la « *pression* » qu'ils exercent sur ces écosystèmes par rapport à leur « *capacité de résilience* ». La grandeur des êtres humains est hiérarchisée selon leur capacité à s'intégrer le plus possible dans le fonctionnement naturel de la nature, sans la perturber.

L'organisation du monde

Cette première représentation de la nature que l'on peut dégager est celle qu'Olivier Godard nomme « la nature technique ». Dans notre cas, il semble plus juste de caractériser cet ordre par l'importance que recouvre le fonctionnement écologique des objets en question. Dans ce monde, où les choses ont une place très importante, les valeurs supérieures sont incarnées par les concepts d'utilité écologique, de résilience, d'équilibre des écosystèmes qui convergent tous vers l'idée d'un fonctionnement originel et optimal de la nature, dégagé des influences humaines. Les scientifiques y jouent un rôle central puisqu'ils peuvent arbitrer la capacité des êtres et des objets à trouver leur place dans la nature grâce à une évaluation dont eux seuls maîtrisent les codes.

Les épreuves, permettant d'éprouver la grandeur des choses sont la plupart du temps des études d'impact, des indicateurs de l'état écologique d'un milieu, ou simplement des avis scientifiques. On retrouve en haut de l'échelle des valeurs, les espèces endémiques suivies des espèces indigènes, les milieux fragiles et rares, les sanctuaires écologiques, c'est-à-dire tous ces objets qui participent à l'optimisation du fonctionnement de la nature. A contrario, les espèces invasives, les zones en friche, espèces exotiques représentent les bas fonds de cet ordre puisqu'ils sont difficilement maîtrisables et représentent des perturbations pour le fonctionnement. Les pêcheurs, les touristes et globalement tous les usagers de l'environnement représentent un danger potentiel pour l'équilibre naturel, dans le sens où ils perturbent les équilibres et vont « *impacter* » la nature.

Les scientifiques, ou les « techniciens de l'environnement »

¹² René Robert est un professeur d'université en géographie qui a piloté le dossier de candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO.

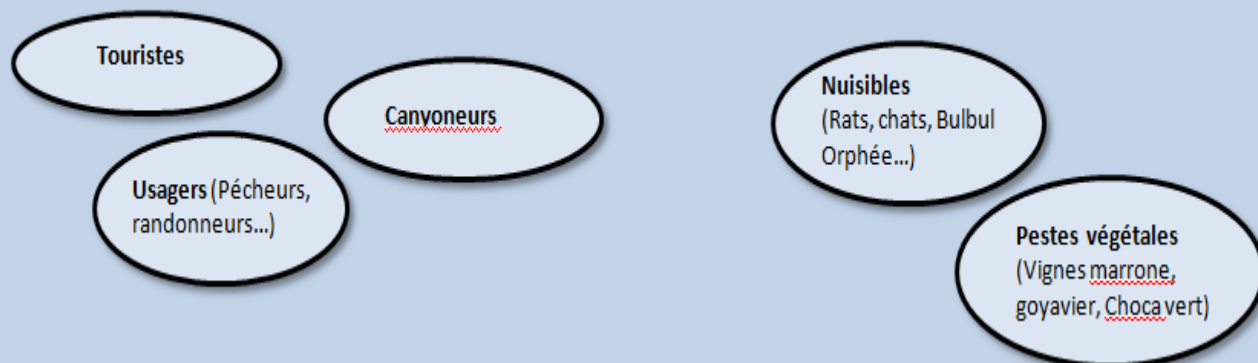
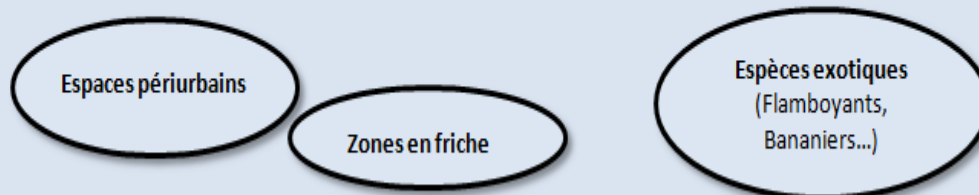
¹³ La route des laves est une route qui traverse les coulées du volcan et les filaos sont des arbres exotiques considérés comme envahissants.

Comme on l'a dit plus haut, l'évaluation scientifique tient le rôle du juge dans cette représentation collective. Les scientifiques sont en quelque sorte au dessus de la mêlée puisqu'ils peuvent rendre la nature mesurable, compréhensible et standardisée. Il y a ainsi dans l'île des zones « où les gens n'ont pas le droit d'aller », mais qui sont « accessibles aux scientifiques pour des données ». Ces derniers ont donc un rôle particulier puisqu'ils comprennent le fonctionnement de la nature, ce qui les différencie des « gens » qui « pensent que la nature est un endroit où l'on peut faire ce que l'on veut ». La grandeur des êtres et des choses est déterminée grâce aux connaissances scientifiques et techniques par le contrôle, le calcul et la prévision. Les relevés sonores pour mesurer la fréquentation des cétacés dans une zone, l'évaluation des impacts d'une nouvelle voie de canyon en cœur de parc, ou les programmes d'études pour suivre l'évolution des populations de tortues sur les plages sont ici autant d'outils qui permettent d'« objectiver » la nature pour mieux l'évaluer. Dans cet ordre de justification, les pratiques de l'environnement sont suspendues à leur évaluation scientifique qui va pouvoir déterminer si l'activité est valide. En cas d'incertitude, et de non mesurabilité, l'activité est soumise à un arbitrage ultérieur, comme dans le cas de l'ouverture d'un des canyons de l'île : « on va l'autoriser parce qu'on ne connaît pas les impacts, mais on se réserve le droit d'interdire plus tard, si on voit que l'évolution est mauvaise ». Les « techniciens de l'environnement » (ou gestionnaires), ont une place particulière puisque ce sont eux qui sont officiellement en charge d'assurer le bon fonctionnement technique de l'environnement, c'est-à-dire le bon agencement des choses naturelles et des êtres humains. Ils sont portés en haut de l'échelle si les aires naturelles dont ils ont la charge atteignent un bon niveau écologique et sont dévalorisés par leur dégradation.

Schéma 1 : Organisation des valeurs associées au fonctionnement optimal de la nature

(Ce schéma permet de donner une image à en temps précis de l'agencement des êtres de ce monde. Cette organisation n'est pas figée car l'état et la place de chaque entité peuvent être remis en cause au cours de nouvelles épreuves.)

Grandeur écologique =
fonctionnement optimal de la
biodiversité
(mesurée par les avis scientifiques,
études d'impacts, les indicateurs de
l'état écologique)



b. L'environnement naturel comme un enjeu marchand

Le monde marchand se caractérise par l'agencement des biens selon leur valorisation économique. La valeur des choses est déterminée par leur capacité à être échangés dans un univers concurrentiel. On va ainsi mettre en avant l'environnement afin de « *promouvoir* » des « *offres touristiques* », et de « *travailler sur la demande* ». Les activités de loisir sur l'île sont ainsi définies comme des « *produits touristiques* » ou des « *prestations* » qui peuvent souffrir d'un manque de « *commercialisation* ». L'augmentation du « *flux* » et du « *volume* » de touristes fait partie des objectifs à atteindre pour développer la filière touristique, dont une des solutions est l'ouverture à de « *nouveaux marchés* » (Chine, Inde, Australie). Les sites grandioses, les espèces animales et végétales emblématiques sont des atouts qui sont mobilisés par les entreprises pour améliorer leur « *attractivité* ». La grandeur d'une activité est caractérisée par sa capacité à proposer des produits touristiques, les institutions sont jugées sur leurs aptitudes à créer de l'activité économique et les particuliers sur leur réussite. Le bien commun associé à cet ordre est construit collectivement par la « *convergence des désirs d'appropriation* » (Godard, 2004). Par exemple la grandeur d'un homme est définie par sa réussite, incarnée par « la possession de ce que tout le monde désire » (Boltanski et Thévenot, 1991). On peut distinguer deux échelles de mise en commerce de la nature à la Réunion.

Le développement du tourisme

La première échelle, qui est relativement globale, regroupe les parties prenantes qui cherchent à développer l'espace concurrentiel réunionnais (Conseil Régional, Conseil Général, Parc National, IRT¹⁴, Syndicats, Fédérations). L'idée est donc de « *structurer les filières de loisirs* » et « *d'augmenter les capacités touristiques de l'île* » afin de se positionner sur le marché mondial. La nature est rarement citée directement dans les discours mais elle ressort comme un support fondamental qui soutient le secteur économique touristique (voire figure ci-dessous). Par exemple, les slogans¹⁵ mis en avant par les institutions comme « *La Réunion, l'île intense* », traduisent la recherche d'une image de marque pour l'île, basée en partie sur ses caractéristiques naturelles (Fabrice Folio, 2009). C'est ce qu'on observe notamment dans les documents¹⁶

¹⁴ *Ile de la Réunion Tourisme* : Organisme financé par la région et chargé de développer le tourisme à la Réunion.

¹⁵ Selon Fabrice Folio dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, plusieurs images marketing de l'île ont été promues pour développer l'attractivité touristique de l'île au cours de 30 dernières années. Dans les années 80, l'île était présentée comme une destination balnéaire. Les institutions ont ensuite mis en avant les autres atouts naturels de l'île en utilisant les slogans « La Réunion île à Grand Spectacle » et plus récemment, « L'île intense ».

¹⁶ - *L'île de la Réunion, Plan de relance du tourisme*. Rapport réalisé par ODIT France en Novembre 2006.

- *Etude sur les produits écotouristiques et leur application à La Réunion*. Rapport réalisé en septembre 2007 par O2conseil et NT Consulting pour l'Observatoire Régional du Tourisme.

transmis par Joelle Nonet du Conseil Régional. Les orientations du secteur touristique, qui y sont caractérisées en termes de « *stratégies* », de « *repositionnement* », de « *diversification* » et de « *d'innovation* », marquent une volonté de « *positionner* » le tourisme réunionnais autour du « *trptyque mer-montagne-écotourisme* » dans le but de clarifier la « *position marketing* » de l'île jugée trop floue.

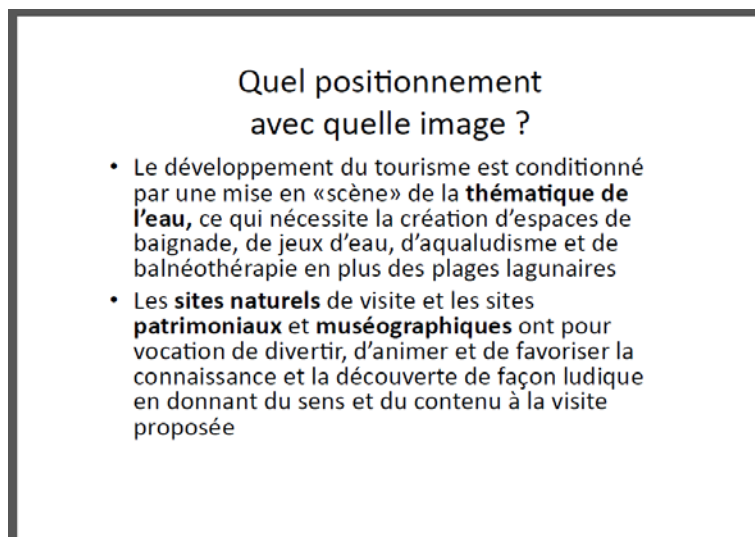


Figure 3 : Extrait d'une présentation faite par l'INTA (Association internationale du développement urbain) pendant une table ronde sur le tourisme à la Région Réunion

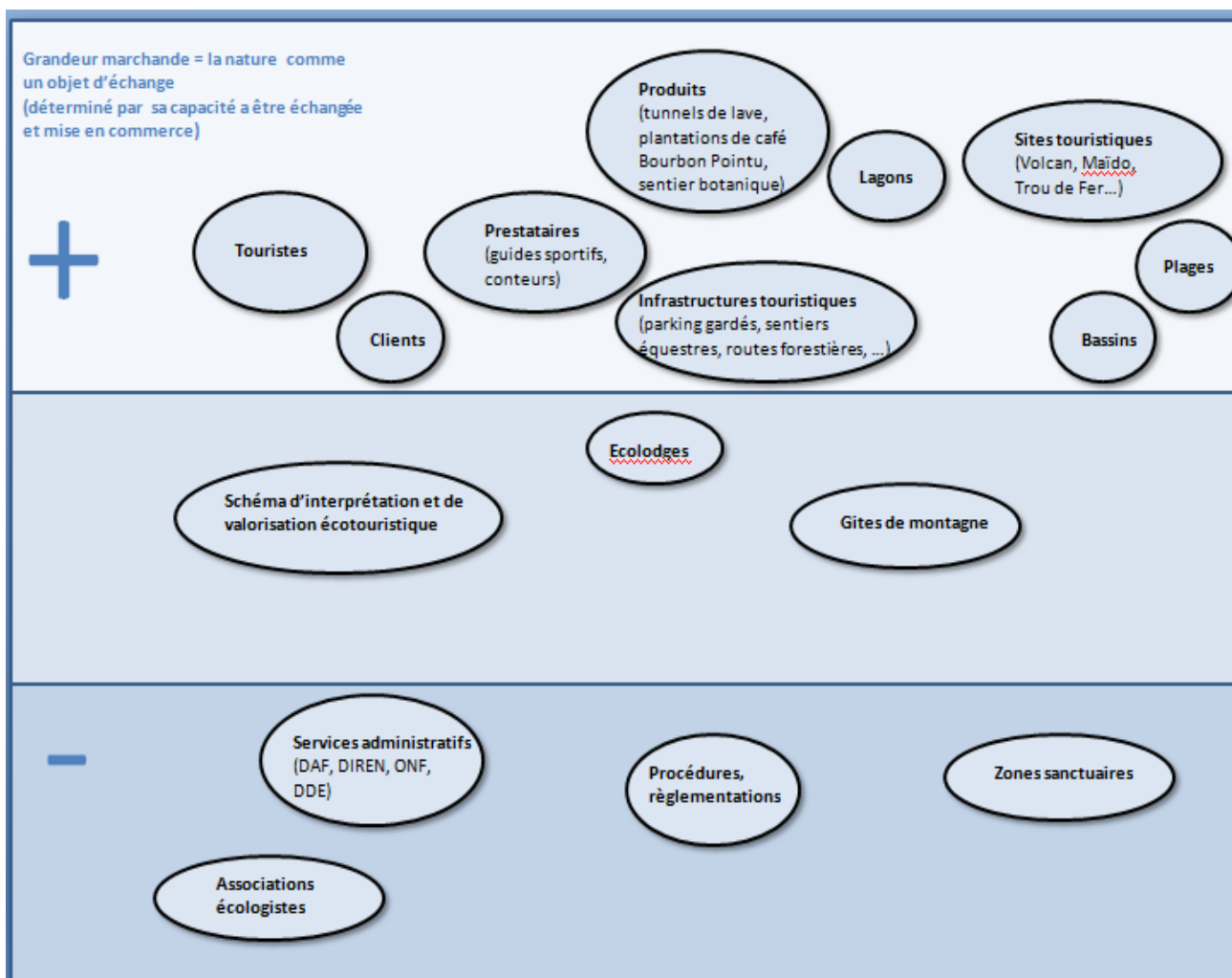
La concurrence des « produits »

Dans la deuxième échelle, plus localisée, les acteurs participent directement à l'organisation et à la vente de prestation impliquant la nature. On retrouve ici les entreprises de loisirs et tourisme mais également certaines organisations comme l'IRT dont une partie du travail consiste à « *sortir des produits* ». L'office de tourisme de l'ouest propose plusieurs « *randonnées thématiques* » dont certaines avec des éco-gardes pour « *amener une valeur ajoutée* », ou encore des « *circuits qui parlent de la création géologiques des côtes de l'île* ». Le directeur de l'office de tourisme de l'Est de l'île, Eric Marianne, cherche à valoriser sa région en la différenciant par ses caractéristiques naturelles: « *Ciblons notre intervention sur ce qui nous différencie des autres microrégions : 40 % de notre territoire qui est dans le Parc, la végétation, l'eau* ». Il propose ainsi plusieurs excursions permettant de visiter les forêts primaires avec des guides formés par le Parc. Dans cette représentation collective, ces « *produits* » sont agencés en fonction de leur prix et de leur capacité à susciter l'intérêt. Cette évaluation par la valeur marchande peut se traduire par la mise en place de tarifs « *intéressants* », pour attirer les touristes locaux, mais également par la justification de produits plus chers, comme le vol « *l'incontournable* » de l'entreprise HéliLagon, qui est « *le plus long, le plus cher forcément mais le plus demandé aussi* ». Un accompagnateur de montagne souligne de son côté la difficulté de se positionner vis-à-vis de la concurrence, incarnée par les spéléologues sur les tunnels de lave, par le Parc sur certaines sorties (« *eux ils font des sorties gratuites* »), ou encore par d'autres guides : « *On essaye de casser les prix mais c'est*

surtout les Saint-gillois¹⁷ qui y arrivent en drainant une clientèle d'hôtel ». La difficulté pour les accompagnateurs de pouvoir vivre de leur métier, est associée à l'état de petit dans cette représentation collective concurrentielle : « Si on les emmène loin, on est à 80 euros par personnes, pourtant t'as eu plein d'explications mais la rando intelligente est pas valorisée.[...] Si je te propose un truc original, mais dur, car certaines sorties magnifiques sont très dures, qui est prêt à payer pour en chier 8 heures ? ».

Au contraire la grandeur est représentée par la réussite vis-à-vis des concurrents, comme on peut l'observer chez Ricco Nourry, le gérant d'une ferme équestre, quand il compare la rentabilité de l'agrotourisme (tourisme associé au maraîchage) vis-à-vis de la culture de la canne à sucre : « Si on arrête les subventions sur la canne, on va voir si c'est intéressant. Moi, mon exploitation, elle fait vivre 14 personnes au quotidien, et notre terre elle est merdique, ce n'est pas les beaux terrains plats de Sainte Suzanne. »

Schéma 2 : Hiérarchisation de la nature marchande



¹⁷ Saint Gilles est une commune de la côte Ouest.

c. La nature comme un bien commun public, accessible à tous

La nature civique gravite autour des concepts du dépassement des intérêts personnels et de l'intérêt général. Ce système met en avant « l'égalité de base des citoyens face à la nature » (Godard, 2003). Ici le collectif a une valeur fondamentale puisqu'il permet aux hommes de se rassembler pour défendre une cause juste. Les institutions, les groupes, les syndicats et les associations jouent ici un rôle essentiel puisqu'ils permettent aux gens qui les composent de s'exprimer et d'agir collectivement au nom d'un intérêt supérieur. Comme le soulignent Boltanski et Thévenot, « c'est en tant qu'ils appartiennent à ces collectifs [...] que la valeur des êtres humains peut être pris en considération ». Les lieux, les espaces, les objets acquièrent une importance quand ils sont rendus accessibles au public et les espèces vivantes quand elles peuvent être observées. L'intérêt d'un homme pour tel type de plante ou d'animal n'a de sens que s'il le partage et le rend public.

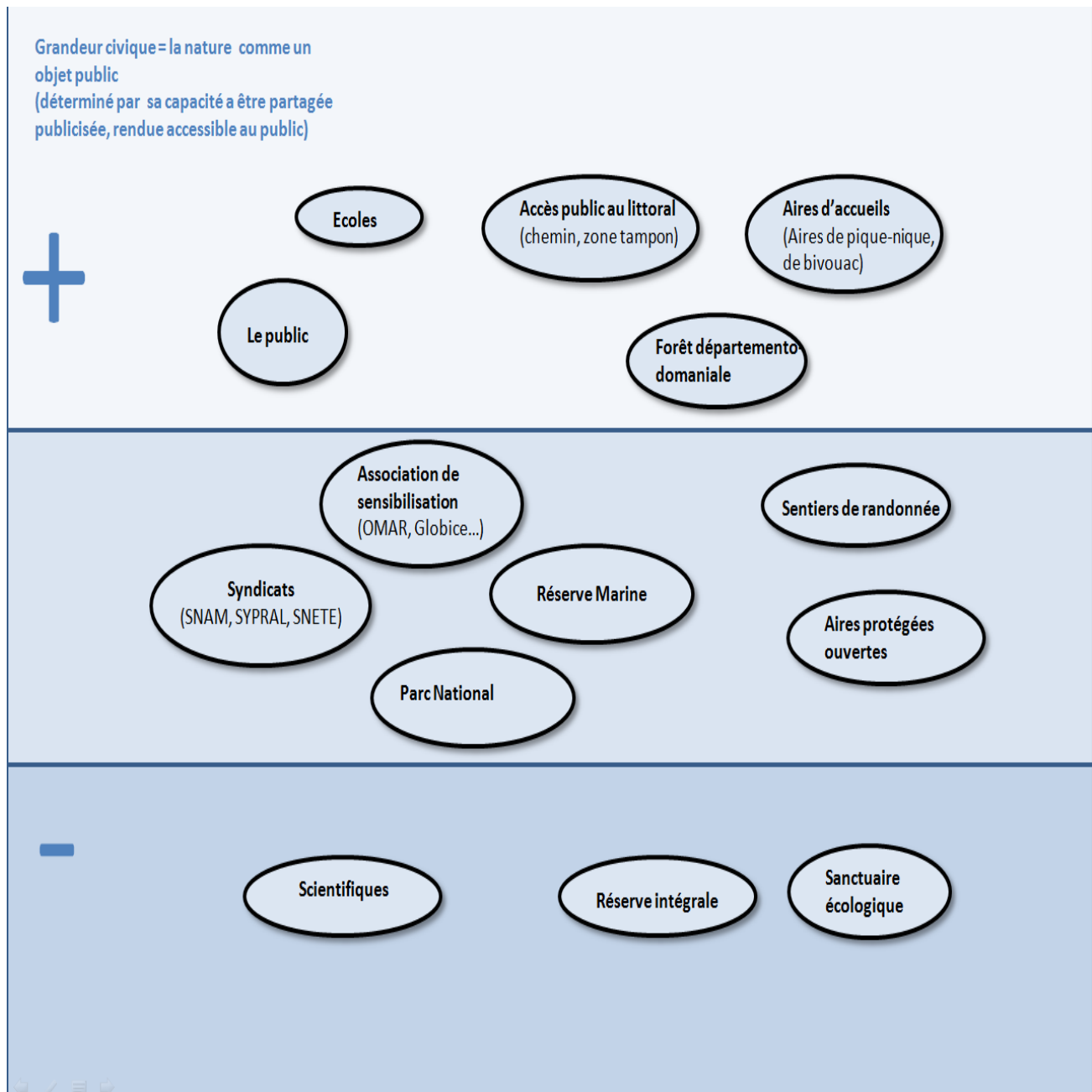
Les espaces publics réunionnais, emblèmes du débat civique

Dans cet ordre de justification, les objets, les hommes et les espaces s'agencent en fonction de leur capacité à se rendre publics. Le Conservatoire du littoral dont l'ambition est « d'arrêter le durcissement et l'urbanisation » de la côte en achetant des terrains dans les communes littorales, se définit également comme un outil qui permet qu'il y ait un accès public à la zone.

« L'idée est de considérer que le rivage est un endroit qui doit rester accessible à tout le monde, à l'intérêt général. Il ne peut y avoir privatisation complète du littoral. Le conservatoire n'est qu'un outil réglementaire pour garantir à tout un chacun d'avoir accès au bord de mer. En France, on considère que c'est un droit que l'on doit à chacun. »

Les actions du Conservatoire sont ici justifiées par Catherine Latreille avec une argumentation qui consacre son rôle civique en posant l'accès public à la côte comme un droit des citoyens. Cela est de plus renforcé par l'aspect juridique qui va « graver dans le marbre » la vocation des espaces naturels acquis par le Conservatoire, et dont le statut ne « peut être cassé que par décret en conseil d'Etat ». Dans un autre cas, c'est un agent de l'Office Nationale des Forêts travaillant sur l'écotourisme qui va souligner l'aspect essentiel de l'accueil du public dans la gestion des forêts réunionnaises. Il précise cette idée en pointant l'importance des aires de pique-nique et de bivouac, car ils permettent à la « masse » d'avoir accès à la nature, ce qui est « énorme » en termes de santé pour « les gens qui vivent dans les barres d'immeubles ». Ce bénéfice que la nature apporte à « la masse » est, selon lui, bien compris par les élus qui investissent dans la gestion de la forêt. A contrario, un lieu réservé à certaines personnes, comme c'est le cas décrit plus haut pour certaines zones protégées du Parc, provoque l'indignation et la révolte : « On crée des sanctuaires, et il n'y a que les scientifiques qui ont le droit d'y aller ». C'est notamment ce qui va pousser un spéléologue à « entrer en résistance » vis-à-vis du Parc en ouvrant des voies de canyon dans ce type d'endroit.

Schéma 3 : Représentation civique de la nature



Les syndicats, associations les objets de la mobilisation citoyenne

Comme on l'a dit plus haut, les collectifs occupent une place centrale dans la représentation civique de la nature puisqu'ils incarnent ces « personnes collectives » (Boltanski et Thévenot, 1991). On peut facilement illustrer ce rôle en soulignant l'importance que recouvre l'école, organisme public par excellence où se forment les consciences collectives, pour un grand nombre des personnes interrogées. En effet, l'école est considérée par ces acteurs comme le vecteur principal de la prise de conscience relative au respect de l'environnement. C'est aussi un des lieux d'action privilégiés de tous les « *protecteurs de l'environnement* » (Parc, Réserve, associations) pour mettre en place cette « *sensibilisation à la protection* » par des « *interventions en milieu scolaire* ».

Les associations comme Globice¹⁸, bien que mises en place par des « *passionnés de la mer et des cétacés* », sont reconnues pour leur grandeur civique car elles proposent d'« *ouvrir* », de « *sensibiliser* » et de « *faire connaître au grand public* » leur connaissance des cétacés (site internet Globice). Le président de l'Observatoire Marin de la Réunion (OMAR)¹⁹, appuie également sur ce point là : « *Le but c'est que le public, les enseignants, les journalistes et autre aient accès à des informations scientifiques fiables. Le retour d'info par le public est aussi important.* »

Les syndicats interviewés se placent sur un autre registre civique, a priori plus restreint puisqu'ils cherchent à « *défendre les professionnels* ». On peut également observer la hiérarchisation des enjeux sur lesquels les syndicats sont impliqués, comme dans cet extrait :

« J'étais au comité de pilotage de la charte du Parc National, c'était des réunions. Je n'ai pas arrêté de dire pendant 2 ans qu'il fallait créer des comités de pilotage technique par secteur et par filière. Je leur disais aussi qu'il fallait en parler aux ligues, aux fédérations. Il faut communiquer là-dessus. Moi, j'étais au courant mais je n'ai jamais pu le partager. Je ne représente pas la population, je représente 30 entreprises, donc il faudrait que la concertation soit beaucoup plus grande. »

On a ici plusieurs causes qui sont mises en évidence et échelonnées selon leur grandeur civique. Tout d'abord la représentante du syndicat met en avant son implication personnelle, puis l'argumentation se généralise progressivement en pointant la nécessité d'étendre la concertation aux fédérations et aux ligues avant de souligner l'importance d'élargir encore le débat à toute la population.

Les organismes de gestion de l'environnement (Parc, Réserve) ont une place ambivalente dans cette représentation collective. En mettant en avant la protection de l'environnement comme leur objectif principal, ils sont par conséquent souvent accusés de « *sanctuariser la nature* », bien qu'ils posent également l'accès au public comme un objectif important. Ce paradoxe tient probablement dans ce cas à la difficile articulation des registres écologique et civique.

¹⁸ Association de protection des cétacés.

¹⁹ Association d'observation et de protection du milieu marin.

d. La nature comme un support de l'histoire locale

A l'inverse de l'ordre technique fondant sa légitimité sur le fonctionnement de la nature, la représentation traditionnelle de la nature pose les hommes au centre de son système de justification. La nature y est vue comme faisant partie de l'histoire des hommes sur l'île, en tant qu'objet de mémoire et de transmission. La localité, la tradition et l'identité sont ici des valeurs de référence qui permettent de distinguer ce qui est de l'ordre du proche et ce qui vient de l'extérieur. La grandeur est exprimée par l'héritage culturel, le caractère local et identitaire des entités engagées dans ce monde. Eric Marianne par exemple, évoque son souhait de « *préserver et transmettre aux générations futures ce que les anciens nous ont laissé* », et « *c'est l'expérience des plus grands* » qui a permis à Ricco Nourry d'avoir ses connaissances. Les hommes et les choses naturelles sont donc ici évalués selon leur « filiation » à l'histoire de l'île et leur intégration dans les « pratiques » culturelles. Pascal Teyssedre évoque ainsi l'image du cirque de Mafate comme celle d'un cirque « *coupé du monde, inaccessible, avec une identité forte* », dont on peut découvrir « *l'authenticité* ». A l'inverse, l'état de petit est caractérisé par ce qui vient de l'extérieur et qui peut perturber le fonctionnement habituel local et la transmission personnelle des connaissances et des savoirs. Thomas Percheron va ainsi désigner les nouveaux balisages des sentiers comme une nouveauté qui a « *cassé la tradition locale du déplacement* ».

La transmission de l'histoire des hommes et des choses

On retrouve l'importance que recouvrent la passation des savoir-faire et des connaissances aussi bien dans le secteur du tourisme que dans celui de la conservation. Jean Marie Pausé évoque par exemple la nécessité de s'intéresser à « *l'histoire des gens* » pour pouvoir parler de « *l'histoire de la forêt* » :

« *On s'est rendu compte que raconter l'histoire de la forêt, ça parle beaucoup plus que le nom d'une plante. Il y a un type qui bossait avec nous qui disait : « On est obligé de s'intéresser à l'histoire des gens, on ne peut pas l'écarter. » Il avait organisé une expo sur l'histoire des gens qui vivaient dans la forêt de Bélouve. Et on a fait de la collecte de mémoire des anciens. C'était fabuleux. Et de fil en aiguille, on s'est rendu compte que les gens venaient d'un peu partout, de Salazie de Cilaos, que c'était le confluent des gens qui venaient faire du charbonnage, ou du bois pour l'ONF, ou encore proposer leur savoir faire avec les petites planchettes de bois sur les murs des maisons. Et cette expo racontait comment fonctionnait cette micro société. »*

On peut également observer cela sur une partie du parcours muséographique du centre d'observation des tortues marines Kélonia, où l'accent est mis sur l'histoire de la ferme d'élevage de tortues (ancêtre de Kélonia) et sur la manière dont les gens pouvaient vivre de cette ressource. Stéphane Ciccione, le directeur de Kélonia, souligne qu'un des objectifs est de montrer la « *valeur*

culturelle » que représentaient les tortues pour ceux qui en vivaient à l'époque²⁰ et l'influence que cela a pu avoir sur Kélonia. Les artisans qui travaillaient sur les écailles de tortues, présentent désormais leur travail au centre plusieurs fois par semaine. La valorisation des savoirs liés à l'histoire de la ferme est donc ici intégrée au travail pédagogique sur les tortues marines. On peut aussi souligner la récurrence des légendes, comme celle d'Anchaing et d'Héva qui relate l'histoire de ce couple d'esclave, de la fuite des plantations à leur transformation en Papangue en haut du Piton d'Enchaing. Ce type de récit, qui est parfois raconté par les guides, témoigne d'une forme de mobilisation particulière de l'environnement basée sur l'histoire de la migration des esclaves marrons dans les cirques et qui recouvre donc une valeur identitaire très forte.

La transmission aux proches

Comme on l'a vu au dessus, la transmission et le récit sont les principaux vecteurs d'interactions entre les entités de ce monde. Les acteurs peuvent donc être évalués en fonction de leur proximité avec l'environnement local, c'est-à-dire leur capacité à transmettre. L'ASCUR (association sportive étudiante) s'est fixé pour objectif de « *réconcilier les étudiants réunionnais avec leur île* » dans le but de leur faire voir « *ce que leur île compte de plus beau* ». Par l'intermédiaire des loisirs de nature, cette association souhaite donc permettre aux étudiants « *locaux* », qui sont « *les futurs responsables de l'île* », de se familiariser avec leur environnement. Les membres de cette association ont fait cependant le constat que ce sont surtout les « *étudiants étrangers et ceux venant de Métropole* » qui profitent le plus des activités. Cela est vécu par les membres actifs comme un « *problème* » car ces étudiants ne sont là que de passage et sont souvent dans une « *démarche de consommation* ». Il faut bien voir ici, que cette hiérarchisation n'a rien à voir avec une quelconque xénophobie, mais reflète la recherche d'une continuité, pour assurer la transmission. Ce qui est visé ici est donc la passation d'une expérience, d'une approche de l'environnement pour ceux qui vont vivre sur l'île. Le même registre est mobilisé par l'accompagnateur de montagne Thomas Percheron pour expliquer cette fois le type d'attachement des « *réunionnais* » à leur montagne :

« Les locaux, même s'ils ne savent pas où ils sont (comme au cap anglais), ils s'extasient devant le milieu, le paysage « ça c'est beau ça, lé belle²¹ ! » Les gars des bas ils ont besoin de la nature réunionnaise. Ils ont besoin de la forêt, la nature, la mère nature. L'identité c'est la réunion. A côté ils font n'importe quoi, ils pourrissent des rivières, ils consomment toutes les ressources (palmistes). »

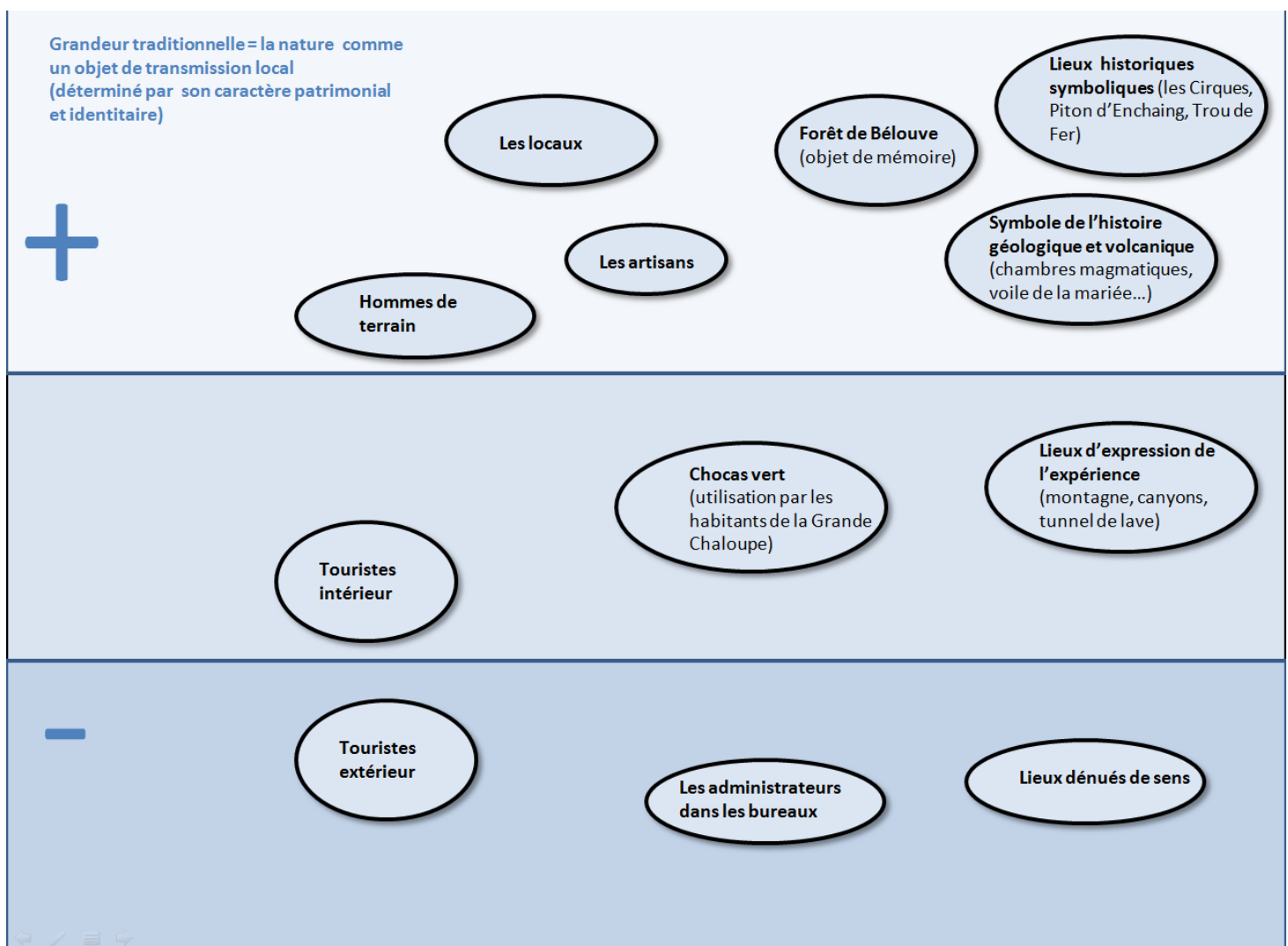
On remarque dans cette phrase l'évocation d'un lien de filiation entre les « *réunionnais* » et la « *mère nature* ». Pour cet accompagnateur, il y a là une interaction qui dépasse la simple « *beauté de la nature* », et se place sur un registre familial, où les « *locaux* » entretiennent une relation

²⁰ Plusieurs salariés de Kélonia, dont Stéphane Ciccione, ont travaillé dans la ferme d'élevage de tortues.

²¹ « Lé belle » signifie « elle est belle » en créole.

identitaire et possessive vis-à-vis de l'environnement naturel : « Pour les réunionnais, l'environnement est à eux. La montagne, c'est un bien immatériel, c'est leur jardin. ». La nature est ici celle évoqué par Laurent Thévenot, c'est-à-dire « une sorte de bien commun local, propre à une communauté restreinte » (Thévenot, 1993). On peut également comparer ce type de caractérisation à l'idée « d'appartenance à l'île » que j'ai pu observer dans une sortie avec des guides de l'Office de tourisme de l'Est et qui traduit cette fois ce que l'on retrouve derrière le caractère endémique d'une plante, d'un oiseau, l'appropriation locale qui a été faite d'un légume et d'un fruit, ou encore le caractère unique du volcanisme et de la géologie de l'île. Cette « culture de l'endémisme » est d'ailleurs une idée que l'on retrouve dans un grand nombre d'entretiens.

Schéma 4 : Hiérarchisation de la nature locale et traditionnelle



2. La rencontre des différentes représentations : Les objets porteurs de compromis entre les représentations

Le chapitre précédent montre les différentes formes de justification à l'œuvre dans les confrontations ayant pour objet l'environnement réunionnais. Les entretiens réalisés permettent de tracer les contours de certaines représentations collectives mises en évidence par les discours des acteurs. Cet aperçu de la structure de ces mondes communs met en avant l'hétérogénéité des « systèmes de preuves et d'épreuves » liés à l'environnement naturel et montre à quel point « la nature » peut être un objet de débat (Thévenot, 2001). Comme on l'a déjà entraperçu, il arrive que les acteurs mobilisent plusieurs représentations collectives malgré le fait qu'elles aient chacune leur sphère de légitimité. Il ne faut donc pas faire l'erreur de vouloir attacher ces représentations à des acteurs ou à des groupes sociaux, comme le soulignent Boltanski et Thévenot : « *Il faut donc renoncer à associer les mondes à des groupes et ne les attacher qu'aux dispositifs d'objets qui qualifient les différentes situations dans lesquelles se déploient les activités des personnes lorsqu'elles mettent ces objets en valeur.* » Les objets²² sont donc intéressants à étudier car ils « matérialisent » en quelque sorte les systèmes de valeurs. Nous nous intéresserons dans cette partie aux objets hybrides, c'est-à-dire ceux qui regroupent plusieurs grandeurs différentes, car ils sont des éléments importants de négociation. Ils permettent donc de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la réalisation de compromis. Nous en détaillerons ici deux : la charte d'approche des baleines à bosses et le modèle de gestion du Parc National.

a. La charte des baleines à bosse, un objet qui structure un compromis

La charte des baleines à bosse est intéressante de ce point de vue là. C'est un document qui permet la jonction de plusieurs logiques sensées se critiquer mutuellement : la logique écologique technique cherchant à comprendre le fonctionnement des baleines et considérant l'homme comme un facteur d'impacts écologiques, la logique marchande qui considère les baleines comme le support d'une activité touristique et la logique civique qui légitime l'accès à l'environnement marin pour tous. En effet, l'observation des baleines par les touristes est une activité condamnable

²² On entend ici par objet tout institution, texte, dispositif ou chose matérielle mobilisé par les acteurs dans une action ou une argumentation. Le sociologue Philippe Corcuff décrit le rôle des objets dans les interactions sociales : « Les objets, les institutions, les contraintes extérieures aux personnes sont donc pris en compte, mais tels qu'ils sont identifiés et/ou engagés dans l'action, dans la façon dont les acteurs repèrent, ont recours, s'approprient, prennent appui sur, ou se heurtent à eux. »

selon l'ordre de justification écologique et la charte est un document qui gène la mise en concurrence et l'observation des baleines. Cependant la structure du document souligne la rencontre a priori réussie des différents systèmes d'argumentation. Cette charte a été bâtie autour d'un constat qui semble avoir fait l'unanimité auprès des acteurs. Ce constat considère que les baleines sont des animaux qui intéressent un grand nombre de personnes à la Réunion et que l'observation des baleines est une activité qu'on ne peut pas interdire, mais que l'on peut réglementer. Comme on l'a dit auparavant, ce constat devrait poser problème du point de vue des ordres de justification en présence mais semble « suspendu » pour éviter la confrontation et permettre une solution plus acceptable que tout autre. Ainsi, bien qu'elle soit plébiscitée surtout par les « protecteurs de l'environnement », cette charte s'intitule *Charte pour une approche et une observation responsable des baleines à bosse*, et légitime donc par son titre l'observation humaine des cétacés en avalisant les mondes marchand et civique. La critique écologique semble ici pouvoir s'accommoder de cette contradiction notamment par le mot « responsable » qui souligne la présence de conditions et par le slogan qui suit immédiatement le titre et qui met en avant les nuisances humaines possibles sur ces animaux : « A force de les voir trop près...vous finirez par ne plus les voir ». Les explications qui suivent permettent également de modérer l'accord en montrant techniquement (par le fonctionnement de l'espèce) la « vulnérabilité » des baleines lors de leur passage près des côtes réunionnaises et la nécessité de les « préserver ». On peut observer ici ce que Thévenot et Boltanski appellent « l'identification des objets du compromis » qui se traduit par « la recherche de formulations et de désignations spécifiques qui fondent dans un même énoncé les références aux mondes d'origine ». Les objectifs mis en avant par la suite dans cette charte montre cette recherche de compromis au confluent de ces 3 ordres de justification :

Cette charte a pour objectifs :

- De minimiser les impacts potentiels des activités liées à l'observation des baleines sur la tranquillité de ces cétacés,
- D'assurer la protection de ces animaux,
- D'anticiper pour offrir un tourisme tout autant responsable que spectaculaire : l'observation des baleines (appelée aussi whale watching)
- D'organiser l'observation des baleines par les usagers de la mer dans une démarche de respect mutuel et de vigilance accrue en présence des cétacés et des autres navires présents.

Figure 4 : extrait de la charte sur les baleines à bosse

On voit ici se dessiner les besoins engagés par les 3 représentations collectives : la nécessité de « minimiser les impacts » et de « protéger » les baleines, l'impératif d' « offrir » du tourisme par leur observation, et l'auto-organisation des usagers dans une « démarche de respect mutuel ». J'ai pu observer à travers des entretiens et des sorties touristiques que cette charte est revendiquée et mise en avant par plusieurs acteurs ayant un rapport avec les baleines. Les associations marines

comme l'OMAR et Globice mettent en avant leur participation à la charte, la DEAL²³ la présente sur son site comme le résultat d'un travail collectif qu'elle a encadré, et l'entreprise Croisières et Découverte affiche la charte sur ses bateaux et explique aux clients les conditions d'approche des baleines.

b. Le modèle du Parc National : processus de construction d'un compromis sur la gestion d'un espace naturel

Nous allons ici analyser l'articulation des compromis entre les différents ordres de justification qui coexistent autour de cette institution. Pour cela, nous allons nous focaliser sur les discours et les documents qui ont pour objet le modèle de gestion du Parc.

Le modèle des Parc Nationaux

Les Parc Nationaux sont basés sur un modèle qui repose sur plusieurs logiques. Leur mise en place au niveau national est légitimée par la préservation et la gestion d'un patrimoine naturel exceptionnel incarné par la biodiversité d'un espace. Le principe fondateur des Parcs Nationaux est la protection des milieux naturels²⁴, très proche de la vision de la nature industrielle que nous avons dégagée dans la seconde partie. Un constat partagé par Olivier Godard « La nature industrielle rejoint la visée de la protection de la nature autour de la reconnaissance d'une nature existant en soi, à laquelle s'attache la démarche scientifique de l'objectivation, et de l'idée saint-simonienne de fonder l'action collective sur la science et ses représentants, les experts. »

Ce n'est cependant pas le seul objectif qui leur est attribué. L'établissement public Parc Nationaux de France, qui vise à promouvoir et à superviser l'ensemble des Parc Nationaux français, définit le rôle des institutions qui gèrent ces espaces par des missions qui constituent les principaux fondements des actions qu'ils mènent. La première de toutes, c'est-à-dire celle qui est systématiquement mise en avant dans les textes, est bien celle de la protection de la biodiversité mais elle est accompagnée de plusieurs objectifs²⁵ :

- L'accueil du public, souvent associé à la sensibilisation et à l'éducation aux enjeux liés à la biodiversité sur le Parc
- Le développement des connaissances scientifiques portant sur le territoire concerné
- La bonne gouvernance du territoire en « renforçant les liens avec les acteurs locaux » et en valorisant les activités humaines qui n'impactent pas la biodiversité.

²³ Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement

²⁴ Voir en annexe l'extrait de la loi 2006 sur les Parc Nationaux

²⁵ Voir la plaquette de présentation générale *Parc Nationaux de France* éditée en 2012, et la brochure *Les Parc Nationaux à la française, la nature en partage* toutes deux disponibles sur le site internet des Parc Nationaux de France, rubrique Téléchargement.

La mise en avant de ces missions témoigne d'une forme d'adoucissement du modèle de conservation de la nature, qui se rapproche désormais de celui des parcs naturels régionaux, dont l'objectif assigné est celui du développement économique et social (Demaze et Manusset, 2006).

Le Parc national de la Réunion, une institution basée sur un modèle hybride

On retrouve au sein de la description des missions du Parc National de la Réunion, la recherche d'un compromis entre les ordres de justification établis auparavant mais comme nous le verrons plus tard, ils n'apparaissent pas tous avec la même importance. Comme on l'a évoqué auparavant, le Parc hiérarchise ses objectifs en plaçant la protection de l'environnement comme l'objectif prioritaire. La protection de la biodiversité constitue donc la première ligne directrice du Parc, et met donc particulièrement en avant l'ordre de justification technique (ie la nature pour sa fonction écologique). La nature, « *précieuse et fragile* », doit être préservée et des règles sont « *indispensables à sa conservation* ». Le principal outil mobilisé est donc la réglementation qui permet de « *prévenir les risques de destruction des milieux et des espèces* » et de soumettre à autorisation les activités en cœur de Parc (manifestations sportives et culturelles, survol, chasse etc.). Comme on l'a dit dans la partie précédente, cette réglementation est arbitrée par les scientifiques qui peuvent expliquer le fonctionnement des choses et produire des avis scientifiques et des études d'impact. Mais le système de valeurs technique n'est pas le seul ordre à l'œuvre dans la légitimation du Parc. Il est par exemple associé à une justification d'ordre civique et traditionnelle comme sur un des dépliants qui pointe le fait que ses agents doivent assurer une « *mission pédagogique* » pour « *présenter les richesses naturelles et culturelles de l'île* » et « *faire comprendre l'intérêt d'adopter des gestes éco-responsables* ». On est toujours dans l'idée de la préservation de la nature mais en y incluant cette fois la nécessité d'une « *mission* » vis-à-vis du public et l'idée qu'il faut transmettre des « *richesses* ». Cette position se traduit également par l'action des agents du Parc, qui proposent par exemple « *des manifestations avec des stands pour le public* » ou qui participent à la replantation d'espèces endémiques avec de nombreux acteurs. Son rôle en tant qu'institution publique est aussi affirmé par sa participation au « *développement local* » et à « *l'aménagement du territoire* », en tant qu'« *accompagnateur* » des acteurs locaux. Le Parc se positionne donc également comme une institution qui participe à la structuration du territoire réunionnais et à sa valorisation économique. La volonté du Parc d'être reconnu comme un acteur politique et économique est également avalisée par la préoccupation d'intégrer le « *besoin légitime d'un développement économique local* » dans leurs avis scientifiques. La représentation traditionnelle de la nature est présente de manière sous jacente par l'utilisation récurrente des termes de patrimoine naturel et patrimoine culturel, qui s'appuient sur l'idée de transmission d'un héritage et de valorisation des savoirs faire locaux, et par le slogan du Parc mis

en avant comme un vecteur de l'identité locale: « Not'île, not'fierté »²⁶. La présence de ces ordres différents atteste la tentative de constitution d'un compromis, c'est-à-dire la recherche d'un moyen pour intégrer des logiques différentes « dans un ordre plus large » (Godard, 1990). Il apparaît dans de nombreux documents publics proposés par le Parc et ressort de manière frappante dans ce paragraphe extrait de l'un de ses dépliants :

« Pour assurer avec ses partenaires le partage des connaissances ainsi que la protection de la biodiversité, des paysages, des sites et du patrimoine culturel associé, le Parc dispose d'équipes scientifiques, techniques et pédagogiques. Il est organisé en secteurs, qui couvrent 4 zones géographiques de l'île : Nord, Est, Ouest, Sud. A chaque secteur est rattachée une équipe qui travaille en étroite collaboration avec les acteurs locaux autour de la connaissance et de la valorisation des patrimoines naturel et culturel, en menant notamment des initiatives de découverte, d'interprétation et d'éducation. »

On retrouve bien ici la recherche d'hybridation des différentes formes de justification centralisée autour d'une organisation scientifique et technique. L'ordre civique est assuré par la participation, l'éducation et la découverte du public, le monde marchand y tient sa place dans l'idée de valorisation du patrimoine naturel (qui se rapproche dans ce cas d'un capital économique), et enfin la justification domestique est activée par l'implantation locale des équipes de chaque secteur qui travaillent « *en étroite collaboration avec les acteurs locaux* ». La présence des différents ordres de justification ne suffit cependant pas à réaliser effectivement le compromis, encore faut-il qu'il soit reconnu par les participants comme dans le cas de la charte d'approche des baleines. La compréhension des tensions qui entourent le modèle de gestion proposé par le Parc nécessite une étude plus approfondie mais on peut néanmoins tenter d'expliquer certains cas de légitimation ou au contraire de refus du compromis.

Légitimation du processus de compromis

Un compromis, nous dit Olivier Godard, peut être considéré comme valide s'il se bâtit sur une nouvelle légitimité basée sur la reconnaissance des différentes représentations collectives qui le composent. C'est ce que fait Eric Marianne lorsqu'il évoque la collaboration entre le Parc et l'office de tourisme de l'Est :

« Notre objectif c'est de développer des produits touristiques autour du bien classé et on a commencé à travailler avec le Parc sur le développement de ces produits. Sur la Plaine des Palmistes par exemple nous avons développé un produit qui s'appelle la ronde des pitons en collaboration avec le Parc. Ainsi qu'un deuxième produit basé sur la découverte de Bébou/Bélouve et là encore le Parc nous accompagne, ils forment même nos guides, avec des séances de formation pour nos conseillers en séjour. [...] Il y a cette volonté d'aller au devant du Parc pour leur

²⁶ Traduction créole de « Notre île, Notre fierté »

dire « on a besoin de vous mais le Parc a aussi une fonction économique". Il doit donc permettre à des activités de se développer, notamment des activités économiques. »

L'aspect composite de la coopération reflété par la présence des systèmes marchand et technique trouve ici une légitimité par l'identification et la reconnaissance d'intérêts appartenant à chacun des mondes. En effet, la mise en place d'un produit sur la découverte des forêts de Bébourd et Bélouve « *en collaboration avec le Parc* » permet en quelque sorte de fonder l'accord sur un objet déjà hybride, « un produit écotouristique ». Comme on a pu l'aborder dans la première partie de ce chapitre, ce type d'objet composite basé sur deux logiques permet selon Boltanski et Thévenot, « de durcir le compromis » en lui attribuant une « identité propre » de manière à le rendre compréhensible uniquement par la conjonction des deux logiques. La nécessité de développer des activités économiques associée au besoin de formation des guides nécessaire à la transmission d'un discours écologique permettent ensuite la concrétisation de la reconnaissance des deux ordres. La marque Parc National²⁷ constitue aussi un objet transverse qui joue un rôle de jonction entre le monde marchand et écologique, à travers la recherche d'une valorisation économique de la protection de l'environnement. C'est ce que le souligne un agent de l'ONF : « *J'étais à une réunion avant-hier sur la marque Parc, c'est intéressant, ils vont créer pour tous les Parc une marque pour marquer les produits commerciaux. Ce ne sera pas un label...à partir du moment où le produit « préserve le milieu », c'est le terme exact, il a aucune raison de ne pas être marqué. [...]* » Ici encore, on transporte les valeurs de la préservation de l'environnement dans le système marchand ce qui permet l'adhésion et la caractérisation d'une grandeur nouvelle : « *si quelqu'un vend un produit avec la marque Parc, c'est un plus.* ». L'idée visée n'est plus juste de protéger la nature ou de vendre une activité touristique mais de proposer un « *produit marqué parc national* » qui portera les valeurs des deux représentations collectives.

C'est aussi ce qu'on observe dans la collaboration entre la Région et le Parc dont le but est de mettre en place une filière écotouristique dans les hauts de l'île basée sur la découverte de l'environnement naturel. Ce partenariat s'appuie également sur un certain nombre de « produits touristiques », dont les éco-lodges qui sont basés sur la même logique que la marque Parc National. En effet, ce sont des « établissements hôteliers » qui à la fois « s'insèrent complètement dans la nature » et qui répondent également « *à une tendance très forte en matière d'écotourisme pour la clientèle moyen/haut de gamme* ». Dans un autre exemple, Fernand Payet de l'IRT considère que la collaboration avec le Parc sur la charte permet la conjugaison de deux objectifs liés à deux systèmes de légitimité différents : « *On est en train de travailler avec le Parc sur les marcoeurs²⁸, les modalités d'application réglementaires, [...] ce qui va nous permettre de*

²⁷ D'après les informations transmises par Pascal Teyssedre, le Parc pourra, après la validation de la charte, administrer la marque Parc National par le biais de produits et de services en les « marquant » (produits agricoles, produits touristiques, hébergements). Il pourra ainsi faire reconnaître des bonnes pratiques afin de permettre aux entreprises d'afficher des caractéristiques de différenciation basé sur des critères écologiques (gestion de l'énergie, des déchets, recyclage).

²⁸ Les marcoeurs sont des modalités d'application de la réglementation issues de la charte, qui constituent la base du règlement du Parc.

valoriser la préservation mais pas uniquement, on veut donner une place à la conservation mais aussi donner une note forte à l'économie. »

On peut observer dans ce cas que l'hybridation des deux logiques est favorisée par le rôle de « médiateur » revendiqué par l'IRT, au milieu du Parc et des professionnels du tourisme. Ce rôle va conduire Fernand Payet à parler de la modification des comportements des professionnels (dans un optique de préservation de l'environnement) avec des mots issus du registre économique, ce qui dénote la recherche d'un vocabulaire et d'une formulation destinée à poser les bases d'une légitimation nouvelle. *« Nous on essaye de trouver un équilibre, un aspect attractif et innovant qui va permettre d'aller au delà de la pratique du vélo ou du vol libre tel qu'on les connaît, pour aller toujours dans le souci de la satisfaction de la clientèle »*. L'ordre technique qui régit la préservation de l'environnement est donc ici en quelque sorte traduit dans un registre marchand et devient *« un aspect attractif et innovant »* pour les professionnels du tourisme.

La critique du compromis

La tentative de compromis peut également être considérée comme injustifiable par certains acteurs. Dans le cas du modèle du Parc national, c'est principalement le système de valeurs de la nature fonctionnelle (la nature pour sa fonction écologique) qui est critiqué. On peut formuler l'hypothèse que ceci est dû à la prépondérance de cette dernière dans le modèle de gestion mis en avant par l'institution. Dans les exemples de critique du compromis, on peut observer que les différentes logiques de justification sont souvent renvoyées dos à dos. Ici, la confrontation des ordres technique et marchand aboutit à l'exclusion de l'un des mondes : *« Mais au delà de ça, si tu me donnes le choix entre la survie de 3 pétrels et une filière économique, je choisis la filière. Il faut qu'on vive. »* On remarque aisément ici le processus de séparation des représentations collectives qui vise à trancher un questionnement en se rabattant sur l'une d'elles. Le choix de se baser sur une logique de justification est d'ailleurs une manière fréquente de dénoncer une compromission. Par exemple, la rigidité du monde industriel, souvent incarnée par la bureaucratie est un objet de critique car elle constitue un frein pour le développement d'une activité du point de vue de la logique marchande (Boltanski et Thévenot, 1991) comme pour cet accompagnateur de montagne qui va considérer à propos du débat sur l'utilisation des sentiers que *« les administratifs, le préfet, c'est des murs, pour eux la loi c'est la loi »*. De même le Syndicat des Professionnels des Activités de Loisirs (SYPRAL) va estimer que *« les délais d'instruction administratifs par le PNR doivent être encadrés par la charte du Parc afin de ne pas mettre en péril les projets »*. On peut observer également certains points de critique qui se dégagent de la confrontation entre la représentation technique de l'environnement et les autres formes de justification. Il en résulte des critiques assez fortes qui ciblent le point de vue associé à la protection de l'environnement, considéré comme unilatéral : *« draconiens », « dérive vers de*

l'intégrisme », « *extrémisme* ». Le vocabulaire assez sévère utilisé ici dénote une volonté de dénoncer la prépondérance de l'ordre de justification écologique au sein de l'institution qui se positionne trop sur un seul registre : « *Je pense que le rôle du Parc a été trop axé vers la préservation.* », « *je pense qu'il y a eu une erreur d'orientation qui a été trop mise sur le comité scientifique* », ou encore « *Le gros problème de ces gens, c'est qu'ils sont trop protecteurs. Pourtant on leur dit que ce qui est important c'est le développement. Et je sais de quoi je parle, j'en ai tellement chié pour me développer sans bousiller ma propriété.* » Du point de vue de l'ordre civique, il est par exemple injustifiable de présenter la protection de la nature comme un objectif prépondérant sur les autres, car cela revient à ne pas reconnaître la nécessité de l'implication des gens et la diversité des points de vue : « *La coordination, ce n'est pas dans leur mission, ils vont vous dire qu'ils sont là pour protéger l'environnement* », « *J'ai eu un moment où je me suis dit on ne laisse pas le choix aux gens, et ils se sentent désinvestis, c'est l'affaire des autres : les forêts c'est pour l'ONF, ça c'est pour le Parc.* ». Une autre critique du même type vise la restriction de l'accès public à la nature : « *...il faut aussi répondre à la masse. Nous on est pour qu'il y ait des aires d'accueil pour les pique-niqueurs, le PNR moins il y a de pique-niqueurs, plus ils sont contents.* » ou encore « *... eux, ils sont à fond pour protéger, fermer !* ». La critique vient ici du fait que le Parc est une institution publique qui, selon l'ordre civique, doit être un acteur de l'intérêt public et assurer un accès pour tous à la nature. C'est en partie ce qui est incarné à travers la critique des zones sanctuarisées, qui sont réservées aux scientifiques : « *Il y a un peu une contradiction, car le parc interdit aux gens d'aller à certains endroits mais par contre ils y vont.* ». L'aspect restrictif des réglementations établies par le Parc est donc dénoncé par certains acteurs qui considèrent que le Parc faillit à sa tâche dans la recherche d'un bien commun.

Ainsi, comme on a pu le voir, le modèle du Parc National est soumis à un débat qui voit se rencontrer les différentes représentations de la nature. La tentative de compromis qu'il véhicule trouve un appui autour de certains objets hybrides qui jouent le rôle de passerelle entre les différentes représentations des valeurs associées à la nature et facilitent la construction des compromis. Cependant, la reconnaissance de la légitimité du modèle de gestion est encore relativement instable car elle s'appuie de manière inégale sur les différents ordres de justification. La critique du modèle de gestion du Parc est donc facilitée par la prépondérance d'un des ordres de justification qui constitue une faille dans la légitimité du compromis

Conclusion

Ce type d'étude permet de comprendre la manière dont les acteurs engagés autour d'une problématique peuvent se mettre d'accord ou au contraire refuser de coopérer. Comme nous l'avons vue, la confrontation des systèmes de valeurs étudiés se concrétise soit par le rejet d'un des ordres de justification, soit par la tentative de construction d'un accord basé sur les différentes logiques. Un compromis, de par son statut composite, est donc un arrangement fragile et contestable qui peut être soumis facilement à la critique.

La légitimation d'un compromis est un processus plus complexe car un tel arrangement semble devoir s'appuyer de manière équilibrée sur les ordres de justification qu'il mobilise. Nous avons d'abord pu mettre en évidence dans cette étude que leur solidification s'appuie sur des objets déjà eux même hybrides. Ainsi, la charte des baleines à bosses, les écolodges ou la marque Parc National jouent typiquement le rôle de médiateur entre les différentes logiques et participent activement à la création d'une légitimité nouvelle. Nous pouvons également supposer que la reconnaissance mutuelle de la légitimité des autres grandeurs semble un pré-requis important du processus de négociation. La prépondérance d'une logique, comme dans le modèle du Parc National semble en effet être une cause d'instabilité.

Dans le cadre de la gestion des aires protégées, ce type de réflexion permet une prise de recul sur les conflits et les oppositions en cours. En effet, ces critiques sont souvent caricaturées et réduite à un manque de connaissances scientifiques de la part des acteurs concernés. L'analyse des processus de validation d'un compromis montre au contraire que ceux-ci sont rendus possibles par la reconnaissance d'autres formats de connaissances et de valeurs et par leur conjugaison au sein d'objets hybrides. Cette science du compromis est bien sur mise en œuvre de façon tacite par les acteurs lorsqu'ils négocient, comme le montrent les différents accords qui existent entre les secteurs de la conservation et du tourisme. L'analyse sociologique permet ici d'apporter une certaine réflexivité sur ces pratiques et de faciliter leur compréhension. A l'heure de la généralisation des démarches participatives et des processus de concertation, la compréhension des mécanismes à l'œuvre dans la constitution d'un compromis apparaît donc comme essentielle.

Bibliographie :

- Barnaud C., Antona M., Marzin J. (2011), Vers une mise en débat des incertitudes associées à la notion de service écosystémique, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* Volume 11 Numéro 1
- Boltanski, L., Thevenot L. (1991), De la justification. Les économies de la grandeur. Gallimard
- Coase, R. H.(1960) The Problem of Social Cost, *J. Law & Econ.* 3, p. 1
- Corcuff P. (1998), Justification , stratégie et compassion : Apport de la sociologie des régimes d ' action , Correspondances (Bulletin d ' information scientifique de l ' Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain), Tunis , n ° 51 , juin 1998 . *Recherche*, 1-9.
- Dodier, N. (1993). Les appuis conventionnels de l'action. Eléments de pragmatique sociologique. *Réseaux*, 11(62), 63-85.
- Gardella, E. (2006). Le jugement sur l'action. Note critique de L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement de L. Thévenot. *Tracés, Revue*, 11.
- Godard, O. (1990). Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel. *Revue économique*, 41(2), 215-242.
- Godard, O. (2004). De la pluralité des ordres – Les problèmes d ' environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification. *Géographie, économie, société*, 6(3).
- Latour B. (2001) Le métier de chercheur. Regard d'un anthropologue, Versailles Cedex, Editions Quæ « Sciences en questions », 108 p
- Latour B. (1991) Nous n'avons jamais été modernes, Paris La Découverte, 206 p
- Lisador Sabadell K. (23005) *Entretien réalisé par Laurent Médéa dans Identité et société réunionnaise : nouvelles perspectives et nouvelles approches*, Identité et société réunionnaise (pp. 89-107). Paris : Karthala.
- Millennium Ecosystem Assessment, (2003) Millennium Ecosystem Assessment: ecosystems and human well-being – a framework for assessment. World Resources Institute, *Island Press*, 200 pp.
- Muradian, R., Corbera, E., Pascual, U., Kosoy, N., & May, P. H. (2010). Reconciling theory and practice : An alternative conceptual framework for understanding payments for environmental services . *Ecological Economics*, 69(6), 1202-1208.
- Ostrom, E. (2000). Social capital: a fad or a fundamental concept. *Social capital: A multifaceted perspective*, 172-214.
- Raymond, R. (2004). De quelle nature parle-t-on ? *Strates*, 11
- Thevenot, L. (1993). Les formes de l'action. *Réseaux*, 11(62), 137-142.
- Thévenot, L. (1994). Le régime de familiarité. Des choses en personne. *Genèses*, 17(1), 72-101.

Thévenot, L. (2001), Constituer l'environnement en chose publique : une comparaison franco-américaine, *Cadre de vie, environnement et dynamiques associatives*, Paris: PUF.

Thévenot, L. (2004), Les enjeux d'une pluralité de formats d'information, *Du partage au marché. Regards croisés sur la circulation des savoirs*,

Sites internet :

www.reservemarinereunion.fr

<http://www.reunion-parcnational.fr/>

<http://www.serena-anr.org/>

<http://www.donnees.reunion.developpement-durable.gouv.fr/>

Annexes :

Annexe 1 : Proposition de stage

Sujet de stage : Mobilisation des concepts de service écosystémique dans les interactions entre tourisme et conservation dans les aires protégées réunionnaises

Contexte :

La Réunion est une petite île tropicale située dans l'Océan Indien. Son occupation tardive et son relatif isolement, ainsi que son relief escarpé ont contribué à préserver une biodiversité exceptionnelle, reconnue comme un « Hot Spot » de biodiversité. La conservation de ce patrimoine génétique a conduit à la création d'un Parc National dont la surface couvre un peu plus de la moitié de la surface de l'île, puis d'un classement récent au patrimoine mondiale de l'UNESCO. En aval, une Réserve Naturelle Marine également très récente a été mise en place pour limiter la dégradation du récif frangeant sur la côte Ouest de l'île et son riche écosystème marin. Cette collection d'écosystèmes fournit ainsi un premier service de conservation de la biodiversité mondiale. Mais il rend également d'autres services, en contribuant à la beauté des paysages, aux activités culturelles sur l'île et à la construction de l'identité créole. Ces biens publics produits peuvent à leur tour être valorisés sous différentes formes, par le biais d'activités récréatives, de production culturelle sur lesquels pourrait s'appuyer le développement du tourisme.

La valorisation des aires de conservation par le tourisme impose de repenser la relation entre nature et société et d'établir des compromis entre conservation et développement économique. Un premier niveau de cadrage est fourni par les textes réglementaires qui instituent ces aires protégées et limitent les activités possibles. Un second niveau est fourni par les politiques mises en œuvre au sein des différents acteurs institutionnels. La question reste en revanche posée de savoir comment sont définis, négociés et justifiés ces compromis en pratique, au sein des projets en cours, des activités proposées, au niveau des interactions entre les acteurs.

Objectifs :

L'objectif de ce stage consiste à caractériser les services écosystémiques « culturels » fournis par les deux aires protégées réunionnaises et les interactions existantes entre ces services et les activités récréatives et de tourisme. L'analyse devra dépasser la dimension classique de la valorisation monétaire des aires protégées pour se concentrer davantage sur l'évaluation des dimensions culturelles, sociales et identitaires que peuvent/pourraient fournir ces services.

Méthode :

La construction du stage fera l'objet d'une première phase. Il est suggéré que, dans un premier temps, le stagiaire compile les travaux déjà réalisés au sein du Parc National et de la Réserve Naturelle Marine, ainsi qu'auprès des professionnels et acteurs institutionnels des secteurs des loisirs et du tourisme. Plusieurs grilles d'analyse de services écosystémiques existent dans la littérature internationale (Wunder, Muradian, etc.). Il conviendrait, dans un second temps, en fonction du matériau collecté d'identifier la grille la plus appropriée afin de rendre compte de la valorisation des services écosystémiques « culturels » fournis par les deux aires protégées.

Le stage est financé par le projet de recherche Serena, financé par l'ANR. Ce projet de recherche s'intéresse depuis 3 ans au concept de service écosystémique et à sa prise en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques. Le stagiaire bénéficiera des premiers résultats du projet.

Il sera encadré localement par Jérôme Queste, sociologue et Xavier Augusseau, géographe, tous deux membres du pôle GERT (Gestion de l'Environnement, des Ressources et du Territoire).

Aspects matériels :

Le stage s'effectuera sur une durée de 6 mois, idéalement à compter du 1er Mars 2011. Il est rémunéré à hauteur de 436€/mois et donnera lieu à la rédaction d'un rapport de stage validé par le directeur de stage et d'une restitution faite auprès des partenaires sollicités. Pour les étudiants hors département, le billet d'avion pour la Réunion est fourni.

Profil et expérience:

Le profil recherché pour ce stage est celui d'un ingénieur ou étudiant en seconde année de Master dans une discipline relevant des sciences humaines et sociales et ayant un intérêt prononcé pour les questionnements environnementaux. Le profil idéal serait un double cursus alliant disciplines écologiques (et/ou agronomiques) et sciences humaines et sociales.

Le stagiaire devra faire preuve de curiosité intellectuelle, d'un esprit de synthèse et d'une bonne autonomie dans son travail. Un point clé évalué sera sa capacité à appréhender et mettre en cohérence des données relevant de disciplines différentes.

Annexe 2 : Article L331-1 de la loi 2006 sur les Parc Nationaux

« Un parc national peut être créé à partir d'espaces terrestres ou maritimes, lorsque le milieu naturel, particulièrement la faune, la flore, le sol, le sous-sol, l'atmosphère et les eaux, les paysages et, le cas échéant, le patrimoine culturel qu'ils comportent présentent un intérêt spécial et qu'il importe d'en assurer la protection en les préservant des dégradations et des atteintes susceptibles d'en altérer la diversité, la composition, l'aspect et l'évolution. Il est composé d'un ou plusieurs cœurs, définis comme les espaces terrestres et maritimes à protéger, ainsi que d'une aire d'adhésion, définie comme tout ou partie du territoire des communes qui, ayant vocation à faire partie du parc national en raison notamment de leur continuité géographique ou de leur solidarité écologique avec le cœur, ont décidé d'adhérer à la charte du parc national et de concourir volontairement à cette protection. »

Annexe 3 : Description du modèle des services écosystémiques

Le modèle du Millenium Ecosystem Assessment :

Dans cette approche, qui regroupe une bonne partie de la littérature et utilise la notion de service écosystémique²⁹, l'homme utilise des services produits par la nature (Barnaud, Antona et Marzin, 2011). Le but est ici d'étudier les écosystèmes afin de déterminer les bénéfices que les sociétés retirent de ceux-ci. L'homme est donc considéré comme étant un bénéficiaire de ces services et son influence est limitée à la dégradation ou à la préservation de l'environnement. Une des définitions les plus couramment utilisées pour définir les services écosystémiques est celle du Millennium Ecosystem Assessment (MEA) : «les services des écosystèmes sont les bénéfices que les hommes tirent des écosystèmes » (MEA, 2003). Au sein du MEA, on distingue 3 types de service écosystémiques , souvent symbolisés par un schéma :

- Services de production ou prélèvement : eau potable, matériaux de construction, nourriture...
- Services de régulation : purification de l'eau, dépollution, inondations...
- Services culturels : aspects esthétiques de la nature, tourisme, inspiration artistique ou spirituelle.

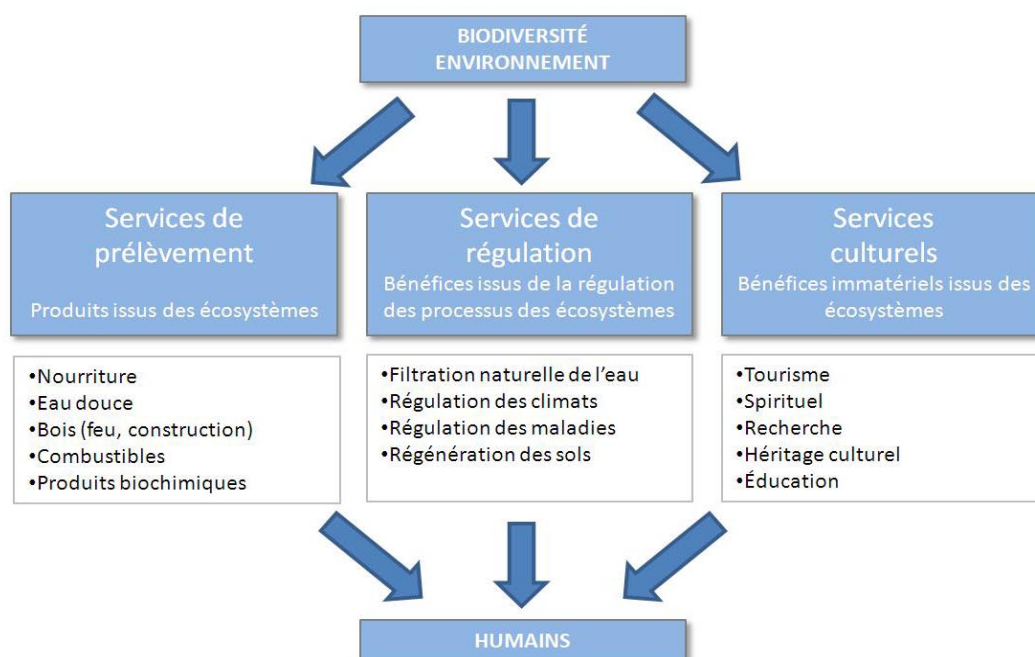


Figure : Les services écosystémiques (MEA)

L'objectif premier de ce concept était de mettre en évidence de manière schématique les apports que fournissent les écosystèmes aux sociétés pour que les décideurs prennent en compte

²⁹ Cette notion est également utilisée par les chercheurs spécialisés dans le fonctionnement physique et biologique des écosystèmes.

les impacts des activités humaines sur ces écosystèmes. Son succès, entériné par le Millenium Ecosystem Assessment, a induit la popularisation de la notion de services écosystémique dans de nombreux domaines qui touchent à l'étude de l'environnement (Barnaud, Antona et Marzin, 2011). L'intérêt principal de cette séparation est qu'il reconnaît clairement le rôle de l'environnement dans les interactions sociales puisqu'il définit une partie de ces services comme des SE culturels.

Guide 1: Professionnels du tourisme

Consigne générale :

Je travail sur deux aspects, d'une part au niveau social, je m'intéresse à votre expérience professionnelle, à votre vécu dans un cadre et un environnement comme la Réunion, une île tropicale avec un volcan, des cascades, des montagnes.

D'autre part, je m'intéresse également aux relations entre les acteurs du secteur touristique, les institutionnels, ceux qui gèrent les espaces protégés, PNR, RNM.

Pourriez-vous me présenter votre travail et m'expliquer comment cela se met en place concrètement sur le terrain?

Thèmes :

- **Interactions homme/nature**

Insertion de l'activité dans l'environnement :

- Quels types de contraintes et d'atouts l'environnement naturel vous apporte-t-il ?
- Comment sont déterminées les activités que vous proposez ? Est-ce que c'est lié à une demande ? À des choix personnels ? Plutôt des critères commerciaux ?
- Comment ça se passe pendant la prestation, est-ce qu'il y a des explications sur ce que vous faites, sur ce que vous montrez ? De quel type (géologie, l'histoire, la botanique) ?
- Avez-vous étudié ou appris des choses pour pouvoir faire votre travail ?

Relation personnelle à l'environnement :

- Qu'est-ce qui vous plaît et vous déplaît dans ce travail ? Quels plaisirs cela vous apporte ?
- Personnellement, que recherchez-vous dans votre travail ?
- Qu'est-ce qui vous a poussé à travailler là-dedans ?
- Est-ce que vous profitez de la nature par d'autres moyens ? rando, parapente, vélo
Personnellement qu'est-ce qui vous plaît dans ces loisirs ?

- Que pensez-vous du fait de créer des règles pour protéger l'environnement naturel ?
- Qu'est ce que vous pensez de l'écologie ?

- **Interactions entre les acteurs**

Caractérisation du réseau, des partenariats

- Au niveau des relations avec des acteurs extérieurs à l'entreprise, quels sont vos interlocuteurs privilégiés, vos partenaires ou tout simplement qui sont les gens que vous croisez souvent ?
- Avec l'IRT, la Région ou le département, avec quels acteurs institutionnels avez-vous des échanges ?
- Est-ce que votre activité est soumise à des règles particulières, notamment en raison du fait qu'elle soit située dans une aire protégée ?

Relations avec les AP

- Que pensez vous de la mise en place du Parc/de la Réserve Marine, d'un point de vue personnel ?
- Avez-vous été en contact avec les gestionnaire du Parc/de la Réserve Marine ?
- Avez-vous eu des conflits, des désaccords avec les gestionnaires du PNR/ de la RNM ?
- Est-ce que c'est pour vous une bonne manière de gérer un environnement naturel, de le protéger ?
Ou même est ce que l'environnement réunionnais à besoin d'être protégé ?

Guide 2 : Conservation et aires protégées

Consigne générale :

Pourriez-vous me présenter brièvement votre travail et le rôle de votre organisme/institution ?

Thèmes :

- **Interactions homme/nature**

Activités

- Sur quoi porte exactement votre travail ?
- Quelle place les interactions hommes/écosystèmes ont-elles dans votre travail ?
- Quelles sont les raisons qui vous ont poussées à travailler sur le Parc/ la Réserve ?
- Qu'est ce qui justifie, selon vous, qu'il faille préserver la biodiversité de l'île ?
- Qu'est ce qui justifie, selon vous, la création d'une aire protégée ?

Caractéristiques de l'écosystème et de son interface avec la société réunionnaise

- Quels sont selon vous les points sensibles, les enjeux liés au patrimoine naturel ?
- D'après vous, quelles sont les activités humaines qui ont une influence positive ou négative sur l'environnement, les écosystèmes ?
- Comment caractériser, selon vous, le lien entre la société réunionnaise et son environnement ?

- **Interactions tourisme/conservation**

Règles d'usage/formelles des aires protégées

- Est-ce que vous avez participé à l'élaboration d'une réglementation au sein du Parc ?
- Quel est le processus d'élaboration d'une réglementation et de sa mise en place ?

- Comment se passe en pratique l'application d'une réglementation?

Mise en place des relations

- Avez-vous déjà travaillé au sein du Parc/de la Réserve avec des professionnels du tourisme ? Quel type de relation entretenez-vous avec eux ?
- Plus généralement, quels types de liens avez-vous pu observer entre les professionnels de la conservation et du tourisme (pendant les phases de concertation, de négociation...) ?

Argumentation, relation avec les professionnels du tourisme

- Que pensez-vous du secteur du tourisme à la Réunion et de son influence sur l'environnement naturel ?
- Que pensez-vous du développement de ce secteur ? Qu'est-ce qui vous plaît et vous gêne dans le développement du tourisme à la Réunion ?
- Qu'est-ce qui, selon vous, peut être source d'incompréhension et de conflits entre les acteurs du tourisme et de la conservation ?